



Arrestation de 4 individus dont une femme pour introduction de psychotropes en provenance de l'étranger

page 2

ED DIWAN



Quotidien national d'informations culturelles · Mercredi 12 Avril 2023 · Prix : 15 DA Tirage 2000

HYDROCARBURES:

Sonatrach annonce la réalisation de six découvertes au 1er trimestre 2023



page 3

Actualité



AU NIVEAU
DES DEUX MAE :
1ere Réunion
de la Commission
de concertation politique
algéro-saudienne

PRESUMÉES
AFFAIRES
DE CORRUPTION:
Remettre
les pendules
à l'heure

LE MINISTRE
DE LA COMMUNICATION,
MOHAMED BOUSLIMANI :
**" La loi
sur l'information
garantit
le libre exercice
de l'activité
journalistique "**

ORGANISATION DU SALON DE LA FAMILLE ET DE LA FEMME PRODUCTIVE :

**Un évènement au profit du corps
diplomatique accrédité en Algérie**

p3

Le président de la République reçoit l'ambassadeur du Vietnam au terme de sa mission en Algérie

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, lundi à Alger, l'ambassadeur de la République socialiste du Vietnam, Nguyen Thanh Vinh qui lui a rendu une visite d'adieu au terme de sa mission en Algérie. Dans une déclaration à la presse à l'issue de l'audience, l'ambassadeur vietnamien a indiqué avoir eu l'honneur d'être reçu par le président de la République, précisant que les relations historiques entre les deux pays, ainsi que les voies et moyens de leur développement à l'avenir ont été évoquées lors de cette entrevue. Il a relevé que les deux pays aspirent à ce que leurs relations économiques soient hissées au niveau de leurs relations politiques et envisagent, de ce fait, d'intensifier l'échange de visites de haut niveau, relevant la possibilité de la tenue d'une réunion de la commission mixte de coopération entre les deux pays en mai prochain à Hanoi. Par ailleurs, il a remercié les autorités algériennes pour leur aide et assistance durant sa



mission en Algérie. L'audience s'est déroulée en présence du directeur de cabinet à la Présidence de la République, M. Mohamed Ennadir Larbaoui.

Les ministres des Moudjahidine et de la Communication rendent visite au moudjahid Madani Haouès

Le ministre des Moudjahidine et des Ayants droit, Laid Rebega et le ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani se sont rendus, lundi, au domicile du Moudjahid Madani Haouès à Alger pour lui rendre visite et s'enquérir de son état de santé. Dans une déclaration à cette occasion, M. Rebega a souligné que "cette visite rendue à ce vaillant et

brave moudjahid Madani Haouès, connu sous le nom de Si Abdellatif durant la guerre de libération nationale s'inscrit dans le cadre du programme d'hommage aux moudjahidine et aux familles des chouchada", en plus de "nous permettre de nous enquérir de son état de santé et de prendre les mesures nécessaires". M. Rebega a estimé que

"rendre visite à ces héros est dicté par l'attachement à l'écriture de leurs mémoires pour transmettre leur parcours et leurs sacrifices aux nouvelles générations", soulignant que "même s'il n'est pas possible d'écrire ces mémoires, les efforts sont toujours en cours pour enregistrer les témoignages des moudjahidine, partie intégrante de la mémoire

nationale que les nouvelles générations doivent connaître". Pour sa part, le ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani a qualifié "le moudjahid, le journaliste et révolutionnaire connu Madani Haouès d'exemple que les jeunes journalistes devraient suivre pour être les dignes successeurs de leurs prédécesseurs".

PRESUMÉES AFFAIRES DE CORRUPTION: Remettre les pendules à l'heure

Dans un passé pas très lointain, les scandales de corruption étaient ramassés à la pelle. Cette période de malversations diverses, de fuite des capitaux, de trafics en tous genres et de collusion de l'oligarchie prédatrice avec certains hauts responsables, est désormais révolue. Dans cette Algérie d'après-Hirak, les affaires de corruption ne sont plus monnaie courante, et cela, depuis l'année 2020. Il y a évidemment quelques affaires ici et là sans, toutefois, atteindre un niveau inquiétant. Même si l'Algérie n'a pas totalement extirpé la corruption, le phénomène est vraiment infinitésimal.

Il y a une diminution très nette de la corruption. Dans un souci de protéger les cadres de la Nation, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a pris une batterie de décisions pour "dépénaliser" les erreurs de gestion. En revanche, il n'y aura aucune circonstance atténuante à un responsable qui s'en met plein les poches dans l'exercice de ses fonctions. C'est le cas, hélas, de l'ex-ministre de la PME-PMI, Nassim Diafat, qui a usé et abusé de ses fonctions. Il est aujourd'hui entre les mains de la justice. L'épisode Diafat est la preuve de la fin de l'impunité. La gangrène est traitée

immédiatement, elle ne doit pas se généraliser comme par le passé. L'affaire de la mise sous mandat de dépôt de l'ex-ministre Diafat a été une "aubaine" aux forces d'inertie qui ont investi la toile pour propager des fake-news dans un double objectif de montrer à l'opinion nationale et internationale qu'il y aurait quelque chose de pourrie dans la nouvelle Algérie. L'autre objectif de ces chapelles est de déstabiliser les cadres en créant un climat de peur et de suspicion. Que les uns et les autres se rassurent, il n'y a ni règlement de comptes, ni chasse aux sorcières, encore moins l'exis-

tence d'une liste de cadres en poste ou sans qui seraient "sous contrôle judiciaire". Ceux qui rapportent ces fausses informations mettent le doigt dans une prise électrique. Car la réalité est tout autre. Sur des dizaines de milliers de cadres et de chefs d'entreprises que compte le pays, il n'y a que quelques dizaines qui sont sous les verrous pour des affaires de corruption. Alors de grâce, laissons les cadres et les chefs d'entreprises contribuer activement à transformer l'Algérie. Il est vraiment inutile de se perdre dans la dédale des arrières pensées des partisans du statu-quo.

Arrestation de 4 individus dont une femme pour introduction de psychotropes en provenance de l'étranger

Les services de la Sûreté de wilaya d'Alger ont arrêté 4 individus dont une femme dans une affaire d'introduction et de trafic de psychotropes en provenance de l'étranger, et saisi 13.680 comprimés de stupéfiants, 72 comprimés psychotropes solides et des montants en dinars et en devises, a indiqué lundi un communiqué des mêmes services. "Les services de la Sûreté d'Alger représentés par la brigade de la police judiciaire relevant de la cir-

conscription administrative de Bab El Oued ont traité une affaire relative à l'introduction et à l'importation illicite de psychotropes avec dissimulation dans le cadre d'un groupe criminel organisé, outre la possession pour stockage et transport et achat de psychotropes et de drogues d'origine étrangères et la possession d'armes blanches prohibées sans motif", précise la même source.

"L'affaire a été déclenchée suite à des

informations faisant état d'une personne qui s'adonnait au trafic des stupéfiants dans un quartier à Bab El Oued, importés illicitement dans des baffles et des boîtes de compléments alimentaires envoyés par un repris de justice algérien immigré dans un pays asiatique", souligne le communiqué. "Suite à l'extension de la compétence judiciaire, deux autres individus (30 et 48 ans) issus d'une wilaya voisine ont été arrêtés dans le cadre de la même

affaire. Les mandats de perquisition émis par le parquet territorialement compétent ont permis la saisie d'une quantité de psychotropes", ajoute la même source.

"L'enquête a révélé que l'épouse du mis en cause principal ramenait ces substances de l'étranger. Elle a été arrêtée en flagrant délit, à bord d'un taxi, lors de son retour sur le territoire national en possession de valises contenant des psychotropes dissimu-

lés dans des boîtes de thé", indiquent les mêmes services. Outre les psychotropes et stupéfiants saisis, l'opération a également permis la saisie de 3.873.000 da et 1.262 livres turques en plus de 4 téléphones portables et le véhicule de taxi utilisé dans cette opération. "Après parachèvement de toutes les procédures légales les mis en cause ont été déferés devant le parquet territorialement compétent", conclut le communiqué.

Le président de la République reçoit l'ambassadrice de la République tchèque

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, lundi à Alger, l'ambassadrice de la République tchèque, Mme Lenka Pokorna, qui lui a rendu une visite d'adieu au terme de sa mission en Algérie. Dans une déclaration à la presse à l'issue de l'audience, Mme Pokorna a exprimé son regret de "quitter l'Algérie après un mandat de 5 ans durant lequel les relations bilatérales ont été renforcées". Rappelant la visite en 2022 du ministre tchèque du Commerce et de l'Industrie en Algérie qu'elle a qualifiée de "succès", l'ambassadrice a exprimé le vœux de voir "la prochaine visite à Prague du Premier ministre algérien consolider encore davantage les relations bilatérales". Elle a, en outre, exprimé la volonté de son pays de développer ses relations de coopération avec l'Algérie dans plusieurs domaines, citant notamment l'énergie, le commerce, l'industrie et la culture. L'audience s'est déroulée en présence du directeur de Cabinet à la Présidence de la République, M. Mohamed Ennadir Larbaoui.

1ere Réunion de la Commission de concertation politique algéro-saoudienne au niveau des deux MAE

La première réunion de la Commission de concertation politique au niveau des hauts responsables des ministères des Affaires étrangères de la République algérienne démocratique et populaire et du Royaume d'Arabie saoudite s'est tenue dimanche à Riyad. La partie algérienne était présidée par le Directeur général des pays arabes (au ministère des Affaires étrangères), Noureddine Khandoudi, et la partie saoudienne par le vice-ministre d'Etat chargé des affaires des pays africains, l'ambassadeur Dr. Sami bin Abdullah Al-Saleh, avec la participation de l'ambassadeur d'Algérie au Royaume d'Arabie saoudite, Dr Mohamed Ali Boughazi, et de l'ambassadeur du Royaume d'Arabie saoudite en Algérie, Dr Abdullah Al-Busairi, et de responsables aux Affaires étrangères des deux pays. La réunion a été l'occasion de passer en revue les relations bilatérales historiques et stratégiques entre les deux pays frères et les moyens de les promouvoir dans divers domaines. Les deux parties ont également échangé les vues des questions régionales et internationales d'intérêt commun.

APN:

Reprise des travaux hier pour le vote de trois projets de loi

L'Assemblée populaire nationale (APN) reprendra ses travaux, mardi, en séance plénière consacrée au vote de trois projets de loi, a indiqué un communiqué de l'APN. "Les travaux de cette plénière qui débutera à 10h00, seront consacrés au vote du projet de loi monétaire et bancaire, du projet de loi relatif aux règles de comptabilité générale et de la gestion financière, ainsi que du projet de loi relatif à la prévention et au règlement des conflits collectifs de travail et à l'exercice du droit de grève", précise la même source.

ED-DIWAN

quotidien national d'informations
Edité par EURL société seghir
de communication
Adresse : 04, Rue belhandouse
abdelkader
tel. : 041 33 03 29

BUREAU D'ORAN :
12 BD DE L'ALN - ORAN
BUREAU D'ALGER :
Rue Larbi Ben M'Hidi
- BT 08 - 2° étage
Directrice
de la publication
FATIMA-ZOHRA
SEGHIR

Impression : SIA
Z I el Alia
Beb Ezzouar -
Alger
DIFFUSION:
eldjazairdoc.com

Le Site :
www.fr.eddiwan.dz
Email :
contact@eddiwan.dz
Service publicité :
pubediwan@gmail.com
Tel : 0770 77 03 30
FAX : 041 33 45 43

Les textes
et les photographies envoyés
ou remis à la rédaction ne
peuvent être rendus ni faire
l'objet d'aucune réclamation.
Reproduction interdite
de tout article sauf accord
de la direction du journal.

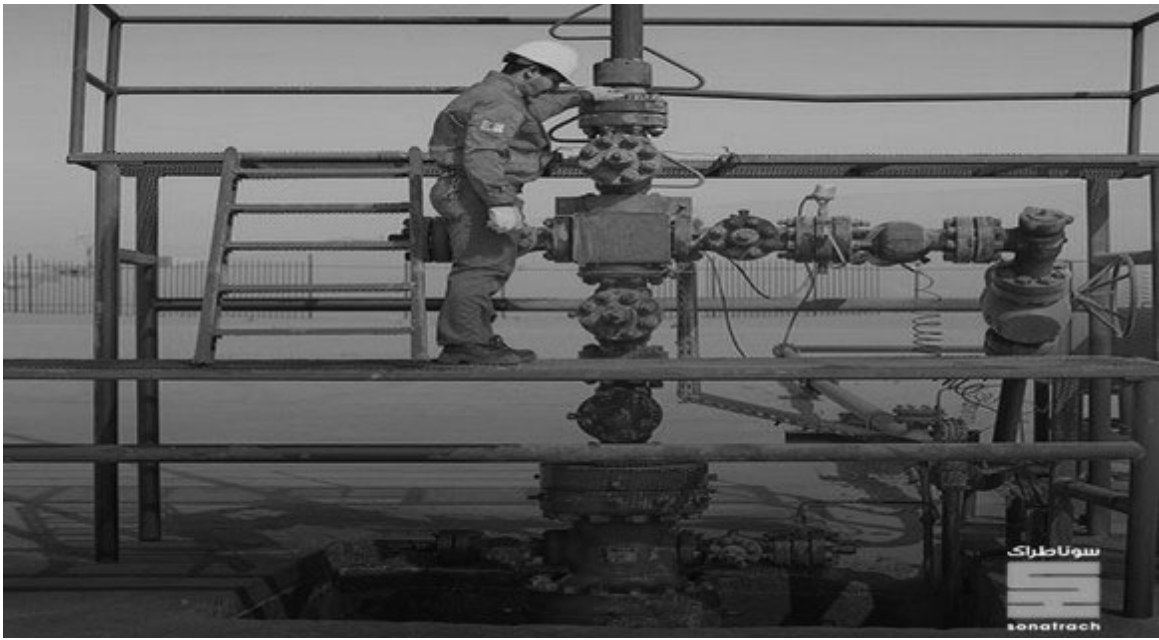
HYDROCARBURES:

Sonatrach annonce la réalisation de six découvertes au 1er trimestre 2023

Le groupe Sonatrach a annoncé avoir réalisé six (06) découvertes d'hydrocarbures, en effort propre, durant le premier trimestre de l'année 2023, indique mardi un communiqué du groupe.

Ainsi, deux découvertes de pétrole et de gaz ont été réalisées dans le bassin d'Amguid Messaoud, lors du forage des puits BRM-1 et BMD-1 " avec des débits de 5699 barils/jour d'huile et 170461 m3/jour de gaz enregistrés dans le premier puits et des débits de 4856 barils/jour d'huile et de 255912 m3/jour de gaz dans le deuxième", précise le communiqué.

Ces résultats, relève la compagnie, confirment "l'important potentiel en pétrole et gaz que recèle la région de Touggourt, située à l'est du gisement de Hassi Messaoud". Aussi, deux puits forés dans le bassin de Berkine ont fait l'objet de découvertes de pétrole et de gaz à condensat, ajoute la même source, précisant que le premier, dénommé HAM-1bis, a produit 129048 m3 /jour de gaz et 239 barils/jour de condensat, à partir d'un réservoir et 1905 barils/jour de pétrole et 137484 m3/jour de gaz, à partir d'un deuxième réservoir et le deuxième puits, dénommé SAISW-1, a produit avec des débits de 3117 barils/jour de pétrole et de 219336 m3/jour de



gaz.Par ailleurs, une découverte de gaz à condensat, a été réalisée dans la région d'Ohanet du bassin d'Illizi, lors du forage du puits KARS-3, où des débits de 336930 m3 /jour de gaz et de 1504 barils/jour de condensat ont été enregistrés, selon la même

source.Enfin, une découverte de pétrole et gaz a été réalisée dans le bassin d'Oued Mya, au Sud- Est du champ de Hassi R'mel, lors du forage du puits LGL-2, où des débits de 453 barils/jour d'huile et 168312 m3 /jour de gaz ont été enregistrés, ajoute le

communiqué."Ces découvertes, illustrent la pertinence des efforts consentis par Sonatrach en matière d'exploration et de renouvellement des réserves d'hydrocarbures et démontrent l'attractivité du domaine minier en Algérie", souligne le groupe.

LE MINISTRE DE LA COMMUNICATION, MOHAMED BOUSLIMANI :

" La loi sur l'information garantit le libre exercice de l'activité journalistique "

Le ministre de la Communication, Mohamed Bouslimani, a indiqué lundi à Alger que le texte de loi organique relatif à l'information veillait à garantir le libre exercice de l'activité journalistique dans le respect des règles juridiques en accord avec la Constitution et les traités internationaux ratifiés par l'Algérie. Répondant aux interventions des membres du Conseil de la nation, lors d'une séance de débat du texte de loi, le ministre a précisé que la plupart des clauses de ce texte "prévoient des dispositions qui protègent tous les intervenants dans le domaine de la liberté de la presse à travers des règles établissant un équilibre entre droits, libertés et devoirs". Il a souligné que les professionnels du secteur avaient été "associés à l'élaboration du texte"

pour leur permettre de "contribuer à la vision renouvelée du secteur, et ce, a-t-il dit, "en tenant compte des préoccupations et propositions issues des rencontres organisées avec tous les acteurs du secteur". M. Bouslimani a, dans ce contexte, souligné la nécessité de faire la distinction entre les médias, qui sont "soumis à des règles juridiques, professionnelles et déontologiques bien définies", et les réseaux sociaux, à travers lesquels des citoyens tentent de "promouvoir une idée", et qui "n'ont donc rien à voir avec l'activité journalistique". Concernant le statut professionnel du journaliste, le ministre a fait savoir que "le journaliste, en sa qualité de travailleur, est soumis au code du travail, et il sera protégé par la nouvelle loi sur l'information, à travers l'obli-

gation faite aux médias de conclure un contrat de travail écrit visant à renforcer son droit à la protection sociale prévue par la législation". "La question des salaires, de classification professionnelle, des indemnités et des conditions de travail est soumise aux conventions collectives à travers des négociations entre l'organisme employeur et le représentant des travailleurs", a-t-il dit. Le ministre de la Communication a réaffirmé la détermination du secteur à promouvoir la communication institutionnelle en tant que "trait d'union entre les journalistes et l'administration en vue de permettre au journaliste d'accéder à l'information et de fournir au citoyen une information sûre et crédible". Il a souligné que le secteur "poursuit l'organisation de ces sessions de forma-

tion au nombre de 29 pour le moment", en sus d'une nouvelle session programmée dans la wilaya de Ghardaïa à partir du mois de mai prochain. Les membres du Conseil de la nation ont salué les dispositions contenues dans le texte de loi sur l'information qui vise à "renforcer les garanties de la liberté d'expression, répondre aux attentes du citoyen dans ce domaine et satisfaire aux besoins du secteur pour organiser la profession en prenant en compte le service public et l'intérêt public". A l'issue de l'intervention du ministre, le président du Conseil de la nation, Salah Goudjil a souligné l'importance de ce texte de loi et le rôle des médias notamment, a-t-il dit, "dans le contexte actuel marqué par la guerre médiatique, plus dangereuse que la guerre des armes".

ORGANISATION DU SALON DE LA FAMILLE ET DE LA FEMME PRODUCTIVE :

Un évènement au profit du corps diplomatique accrédité en Algérie



Le salon de la famille et de la femme productive, destiné au corps diplomatique accrédité en Algérie s'est ouvert, lundi, au Palais de la Culture "Moufdi Zakaria" (Alger), sous le thème

"Femme... travail et créativité", dans le but de faire connaître et promouvoir les produits de la femme algérienne. La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la

femme, Kaouter Krikou, accompagnée du ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a présidé l'ouverture de ce salon, en présence du ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche, du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises Yacine El-Mahdi Oualid, et de représentants du corps diplomatique accrédité en Algérie. A cette occasion, Mme Krikou a souligné que cette manifestation constitue une opportunité pour faire connaître les produits et les innovations de la femme algérienne, mettant l'accent sur son rôle dans "la promotion et la diversification de la production nationale et la contribution au développement de l'économie nationale, à travers la création de micro-entreprises adaptées à ses qualifications". Elle a expliqué que l'objectif principal de l'organisation de telles expositions est "d'accompagner les femmes et les familles concernées

et de leur permettre de faire connaître leurs produits, de les promouvoir au niveau national et international", et de donner aux femmes productives l'occasion "de tisser des liens et d'échanger les expériences entre elles pour renforcer leurs capacités de production", mais aussi de "permettre au visiteur du salon de connaître le produit national". La ministre a souligné que le secteur de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme œuvre à "encourager la femme à adhérer au processus de la production nationale" et ce, en lui assurant la formation et le soutien nécessaires à travers une action de proximité sur le terrain. De son côté, le ministre des Affaires étrangères a affirmé que son département s'est engagé, dans le cadre du renforcement de la diplomatie économique du pays, à "continuer d'apporter l'appui nécessaire en vue de vulgariser les produits de la famille et de la femme algérienne, tout en œu-

vrant à lui permettre d'accéder aux marchés mondiaux". Dans ce cadre, M. Attaf a réitéré la volonté de son secteur d'"intensifier la coopération avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) et le Fonds des nations unies pour la population (FNUAP), dans la perspective de concrétiser les objectifs du programme national sectoriel, pour l'intégration de la femme dans l'économie nationale et la concrétisation des objectifs de l'Agenda du développement durable 2030". "Remporter le pari du développement national exige aujourd'hui, a-t-il dit, la contribution de tout un chacun, pour "consolider le processus de développement économique que connaît notre pays", soulignant l'engagement du ministère à adhérer à cette démarche et à joindre ses efforts à ceux de tous les acteurs dans ce domaine, en vue de mettre en exergue les innovations de la femme algérienne.

Saisie de 90 grammes de drogue dure et d'une quantité de kif traité et de comprimés psychotropes à Oran

Les services de la police ont opéré, en collaboration avec la gendarmerie nationale d'Oran, la saisie de 90 grammes de drogue dure et d'une quantité de kif traité et de comprimés psychotropes, dans une opération combinée menée, samedi soir, a-t-on appris dimanche de la sûreté de wilaya. Cette opération a touché les communes de Bir El Djir, Arzew et Es-Senia et a permis l'arrestation de 22 inculpés dans des affaires liées au port d'armes blanches, de détention, trafic et consommation de drogue, avec la saisie de 90 grammes de drogue dure, de 302 comprimés psychotropes, d'une quantité de kif traité et d'armes blanches. Pas moins 314 personnes ont été soumises au contrôle d'identité dont onze ont fait l'objet d'examen approfondi des cas recherchés par la justice dans plusieurs affaires de trafic de drogue et de vol, entre autres. En outre, 27 motos sont passées à la fouille, en plus du contrôle de 139 véhicules suivant les lois en vigueur, indique-t-on. Les personnes arrêtées seront ainsi déferées devant la justice, a-t-on indiqué.

ACCIDENTS DE LA ROUTE : 31 morts et 1353 blessés en une semaine



Trente et une (31) personnes ont trouvé la mort et 1353 autres ont été blessées dans 118 accidents de la circulation survenus durant la période du 2 au 8 avril courant, selon un bilan hebdomadaire rendu public mardi par la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya d'Alger avec 6 personnes décédées sur les lieux des drames et 102 autres blessées suite à 104 accidents de la route, précise la même source.

AGRICULTURE: Le RGA 2023 permettrait d'anticiper la volatilité des prix des produits de large consommation

Les résultats du Recensement général de l'agriculture (RGA) 2023 devrait permettre d'anticiper et prévenir de la volatilité des prix des produits de large consommation, a indiqué, lundi à Alger, le directeur général du Bureau national d'études pour le développement rural (BNEDER), Khaled Benmohamed.

Intervenant sur les ondes de la Chaîne III de la Radio algérienne, M. Benmohamed a déclaré que si les variations de prix sont actuellement "brusques", les résultats du RGA auront pour conséquences de les rendre "plus souples", expliquant ces écarts importants de prix par "des problèmes de commercialisation, de transport ou de manque de main d'oeuvre pour la collecte des récoltes". Le responsable a estimé, à ce titre, que l'organisation du RGA 2023 "vient à point nommé" vu que le dernier recensement du genre remonte à 2001, dont la base de données est "largement dépassée". Cette opération de recensement "devrait se dérouler sur une période maximale de trois mois, afin d'avoir une photographie instantanée sur l'économie agricole et obtenir les informations liées aux différentes productions pour éviter le transfert de production d'une région à une autre, ce qui fausserait la répartition spatiale des productions", a souligné le premier responsable du BNEDER qui prend en charge la réalisation du RGA. Ainsi, le RGA 2023 donnera, selon lui, les réponses attendues en termes de visibilité sur la structure agraire, notamment la répartition spatiale des productions et les répartitions des classes de superficies (petites, moyennes ou grandes exploitations). Il permettra, en outre, d'avoir une idée plus précise sur la structure des effectifs des animaux



d'élevage, ou encore des informations sur l'emploi ainsi que des données sur l'âge des chefs d'exploitations et des types d'exploitations, a-t-il ajouté. Ce recensement contribuera à révéler "certains changements en termes de pratiques agricoles et de types d'exploitations", selon le responsable estimant que "nous assistons à l'émergence de l'exploitation agricole industrielle, qui par la mise en culture de grandes superficies, dans le cadre du développement des cultures stratégiques, donnera des informations très éducatrices sur l'économie agricole et surtout sur l'orientation des productions issues des zones du grand sud

algérien". M. Benmohamed a fait savoir, également, que ce RGA "permettra, peut-être, de découvrir un certain nombre de filières en émergence et qui peuvent constituer un élément fondateur de filières d'avenir". Le RGA 2023 qui "concernera l'ensemble des productions qui sont pratiquées par l'ensemble des exploitants agricoles", se déroulera en deux phases dont la première consiste à "la constitution d'un fichier de référence sur la base des données établies par les services des statistiques relevant des différentes Directions des services agricoles (DSA) des wilayas", a tenu à préciser le responsable. Au cours de la seconde phase du RGA,

il sera procédé à "des enquêtes modulaires complémentaires à l'enquête de base, pour mettre la lumière sur un certain nombre de thématiques : l'utilisation des engrais, la mécanisation, ou encore un type d'élevage". Le troisième recensement général de l'agriculture sera lancé octobre prochain, selon des déclarations récentes du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni. Quelque 11.000 personnes dont 8000 enquêteurs sur le terrain seront mobilisés pour la réalisation de l'opération de recensement au niveau national, qui bénéficiera d'une enveloppe de 789,5 millions de dinars.

Evoquant les cultures stratégiques, le directeur général du BNEDER a appelé à "mettre le paquet sur l'irrigation d'appoint afin de sauver la campagne céréalière de cette année, bien qu'elle ne soit pas en danger dans l'ensemble du territoire".

Il a estimé que l'irrigation d'appoint de 600.000 hectares de céréales est un objectif "ambitieux", qui permettrait s'il est atteint de "sécuriser la production agricole autour de 36 à 40 millions de quintaux, équivalente à la production à la campagne de l'année dernière".

M. Benmohamed a affiché sa satisfaction quant aux performances "très intéressantes" atteintes dans la culture de la pomme de terre avec des rendements "autour de 750 à 800 quintaux à l'hectare et parfois plus".

CÉRÉALICULTURE ET POUDRE DE LAIT : Des projets pour sceller la coopération algéro-iranienne



La coopération bilatérale algéro-iranienne sera bientôt scellée dans le secteur de la céréaliculture et de la production de la poudre de lait, et ce, à travers des projets de partenariat prévus dans ce domaine. C'est ce qui ressort de la rencontre entre les membres de la Confédération des industriels et des producteurs algériens et des hommes d'affaires iraniens reçus ce lundi au siège de la Cipa. Selon le président de la Confédération, Abdelouhab Ziani, la délégation iranienne a exprimé sa disponibilité d'engager un partenariat mutuellement profitable. «Aujourd'hui, nous avons débattu avec la délégation iranienne des possibilités d'investissement dans le domaine de l'agriculture saharienne et de l'agriculture industrielle, ainsi que le développement de certaines filières stratégiques. Cette rencontre vise à booster l'investissement dans les produits stratégiques afin d'aller vers une sécurité alimentaire effective et de réduire la facture d'importation», déclare Ziani.

Selon les précisions de Razeg Habla, président de la Fédération de l'industrie et services de la Cipa, les partenaires iraniens envisagent d'investir via d'importants projets dans le Grand-Sud en rapport avec la céréaliculture et l'élevage des vaches laitières et la production de la poudre de lait. «Les négociations ont eu lieu autour d'un grand projet qui touche aux divers produits agricoles, dont les plantes médicinales et aromatiques, ainsi que la culture sous serre», affirme-t-il. Aussi, il est question d'intensifier la coordination entre les petites et moyennes entreprises algériennes et celles iraniennes pour une coopération palpable et des résultats sur le terrain, insiste Habla, ajoutant que ce projet permettra également le transfert de la technologie dans le domaine agroalimentaire. Par ailleurs, Ziani a mis l'accent sur l'importance de consolider la production nationale en matière de colza et de tournesol, à travers la mise en place de coopératives agricoles à même d'atteindre une superficie de 45.000 hectares tant le pays table sur une superficie globale de 500.000 ha dans les quatre prochaines années. Des perspectives prometteuses qui permettent, estime Ziani, de couvrir le marché national et de pouvoir ainsi réduire les importations des produits oléagineux, dont le montant dépasse les 600 millions de dollars par an. La confédération et à l'issue de plusieurs rencontres autour des grandes cultures et l'agriculture industrielle voit que le secteur des oléagineux peut se développer. Cette démarche, ajoute-t-il, s'inscrit dans la stratégie de 2023 et vise à enrayer, définitivement, la crise récurrente de l'huile de table.

SONATRACH : Renouvellement d'une convention cadre avec l'Agence spatiale algérienne

Le Groupe Sonatrach a procédé lundi à Alger à la signature du renouvellement d'une convention cadre avec l'Agence spatiale algérienne (ASAL) portant sur la mise à disposition des technologies spatiales de l'ASAL au profit de Sonatrach. Le renouvellement de cette convention cadre, signée une première fois en 2018, a été paraphé par le PDG de Sonatrach, Toufik Hakkar, et le directeur général de l'ASAL, Azzedine Oussedik. Cette convention cadre doit définir les modalités de collaboration entre les deux parties pour une utilisation optimale des technologies spatiales et leurs applications dans la conception, l'étude et la mise en oeuvre des projets de développement liés aux différents domaines d'activité de Sonatrach. La signature a été suivie par la signature de trois contrats inhérents à diverses prestations de recherche appliquée spatiale réalisées par l'ASAL pour le compte de Sonatrach. Le premier contrat d'application concerne l'accompagnement pour la mise en place du système d'estimation des émissions de gaz touchés et de méthane dans le cadre des efforts menés par Sonatrach en matière de baisse de l'empreinte carbone issue de ses activités. Ce contrat a été signé par le directeur central HSE (Hygiène, Sécurité et Environnement) de la compagnie, Abdelkrim Ouamer, et le directeur du Centre des techniques spatiales de l'ASAL, Habib Mahi. Les deux autres contrats impliquent l'acquisition d'images satellitaires et l'exploitation des techniques de géodésie spatiale



sur les champs en développement. Ces deux contrats ont été signés par le directeur de la division activité "Exploration/Production" de Sonatrach, Mahmoud Djidjeli et le directeur du Centre des applications spatiales de l'ASAL, Ali Hassani. Lors d'un point de presse en marge de la cérémonie de signature, M. Hakkar a fait savoir que cette convention va connaître une nouvelle étape à travers "une collaboration fructueuse", permettant de fournir à Sonatrach des données scientifiques de haute qualité dans le cadre des études, du développement et de la mise en oeuvre de ses différentes activités. Cette convention re-

nouvelée, a expliqué le PDG de Sonatrach, va permettre à la compagnie nationale des hydrocarbures de moderniser ses opérations industrielles dans le but d'optimiser l'exploitation des ressources hydrocarbures "tout en réalisant des gains tangibles en terme de coût et de temps, et ce, grâce aux cartes précises des satellites de nos zones d'activité, des réseaux de transport et d'exploration". La convention cadre signée en 2018 comprend aussi les systèmes d'évaluation des gaz torchés et la réduction de l'empreinte carbone, ce qui permet d'évaluer le niveau des gaz torchés avec précision, rappelle M. Hakkar. Pour sa part, le DG de

l'ASAL a assuré que cette convention était une opportunité pour l'Agence qui s'engage à réaliser des cartes et à soutenir et sécuriser les zones industrielles et les réseaux de transport et d'exploration du pétrole. Il a également fait savoir que l'Agence fournit à Sonatrach des images satellitaires de haute précision, élabore des modèles numériques de terrain ou de relief et l'exploitation des techniques de géodésie spatiale. Selon M. Oussedik, cette coopération permet de renforcer la souveraineté nationale à travers le soutien local à Sonatrach dans l'analyse, la gestion et la protection de son environnement d'activité.

ALGER: Ouverture du Salon national "Expo-vente" à Alger

Le Salon national des produits textiles, de l'habillement et des chaussures (expo-vente) s'est ouvert, lundi au Palais des expositions (Alger), une manifestation visant à faire la promotion des produits fabriqués localement et de permettre aux familles de faire leurs achats en prévision de l'Aïd el Fitr à des prix raisonnables.



Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni a présidé l'ouverture de cette manifestation organisée par l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex) et la Société algérienne des foires et des exportations (Safex), en présence de représentants des secteurs ministériels concernés et du patronat. Dans son allocution à l'ouverture du Salon, M. Zitouni a souligné que l'objectif de cette manifestation, organisée durant les derniers jours du mois de Ramadhan, est de mettre la lumière sur les capacités de production nationales et leur diversité dans ce domaine, en ce sens qu'elle regroupe plusieurs entreprises algériennes actives dans diverses industries textiles, le cuir, les chaussures et le prêt-à-porter pour leur permettre d'exposer et de vendre leurs produits. En plus d'offrir aux consommateurs l'opportunité d'acheter les vêtements de l'Aïd, le

Salon permet également aux distributeurs et aux commerçants de se rapprocher des producteurs locaux et de prendre connaissance de leurs produits, ajoute le ministre.

Une feuille de route pour développer la filière textile et cuir
M. Zitouni a souligné que son secteur œuvre à mettre en place une feuille de route détaillée pour développer la filière textile et cuir en vue d'évaluer les capacités productives réelles de chaque produit, l'objectif étant de mesurer le taux de la demande insatisfaite. Cette stratégie sera susceptible de réaliser l'équilibre sur le marché national entre les produits fabriqués localement et ceux importés, a-t-il ajouté, arguant que cette démarche permettra aussi de cerner de près les problèmes entravant le développement de cette filière, en sus de créer des mécanismes et de trouver des solutions à même de la développer pour augmenter son volume de production.

Appelant les producteurs nationaux à augmenter le taux d'intégration, M. Zitouni a souligné que le défi actuel de cette filière est "d'augmenter la valeur ajoutée et d'améliorer la qualité en adoptant des normes internationales qui protègent le consommateur algérien". Le ministre a estimé nécessaire de remédier à toutes les lacunes et les points de faiblesse afin d'instaurer une industrie moderne et développée, en adéquation avec les exigences contemporaines des produits de textile, d'habillement et de chaussures en matière de qualité et de savoir-faire et de conception, ce qui permet de commercialiser ces produits de manière fluide au niveau local et à l'étranger. Selon les chiffres présentés par le ministre, la valeur des exportations algériennes dans les domaines du textile, des cuirs et des chaussures a atteint 31,86 millions USD en 2022, dont 24 millions USD des exportations du textile. Les exportations des produits en cuir se sont élevées en 2022 à 7,79 millions USD contre 5,34 millions USD en 2021, soit une augmentation de 46%. Les exportations de chaussures étaient en 2022 de 102.000 USD, d'autant que les produits algériens ont été commercialisés dans cinq (5) pays, à savoir le Nigeria (64,5% du total d'exportations), la Tunisie (20%), le Niger, la Mauritanie et le Sénégal. Concernant le textile, les fibres synthétiques et les fils figurent parmi les produits les plus exportés en la matière, atteignant une valeur de 12,64 millions USD, soit 52,7 %, en sus des tissus ont atteint une valeur de 6,74 millions USD, soit 28% des exportations totales de textiles.

TIMIMOUN / PRIX JIL-SIYAHA: campagne de sensibilisation au profit des jeunes

Une campagne de sensibilisation a été lancée au profit des jeunes versés dans le domaine du tourisme dans la wilaya de Timimoun sur le concours "Jil-Siyaha", initié par le ministère du Tourisme et de l'artisanat, en partenariat avec l'Union européenne, a-t-on appris dimanche des responsables de la Direction du Tourisme et de l'artisanat (DTA). Le concours s'assigne comme objectifs l'appui du tourisme et de l'artisanat dans la wilaya de Timimoun, la consolidation des activités touristiques, la promotion du tourisme saharien et la relance des activités économiques dans la région, a indiqué la responsable du secteur, Yamina Temmam. Quatre wilayas pilotes ont été retenues pour le prix "Jil-Siyaha" à savoir Timimoun, Djanet, Sétif et Tlemcen, a rappelé Mme Temmam souli-

gnant que le concours cible les jeunes entrepreneurs âgés entre 18 et 35 ans, et ambitionne de réaliser le meilleur projet de préservation de l'environnement et d'appuyer l'inclusion et l'employabilité des jeunes dans le secteur du Tourisme. Les projets innovants au titre du prix "Jil-Siyaha" sont scindés en trois catégories, en l'occurrence "Jil-Icolojya" primant les projets et activités du tourisme à impact écologique, "Jil- Riyam" liée aux projets valorisant les compétences des jeunes femmes entrepreneurs et artisanes créatrices d'activités génératrices de revenus, et ayant un impact social dans leurs régions, alors que la troisième catégorie est baptisée "Jil-Tourathi" et porte sur la promotion des activités valorisant le patrimoine culturel matériel et immatériel.

KHENCHELA: 5 opérations de fouille illicite sur des sites archéologiques recensées en 2023



La direction de la culture et des arts de la wilaya de Khenchela a recensé depuis début 2023 cinq (5) opérations de fouille illicite sur des sites archéologiques, a-t-on appris lundi du directeur local du secteur. Le service du patrimoine culturel de cette direction a effectué, sur la base de signalement par les services de sécurité et des acteurs de la société civile, des inspections sur cinq sites archéologiques ayant fait l'objet d'opérations de fouille illicite qui ont endommagé certains éléments archéologiques, a précisé à l'APS, M. Mohamed El-Allouani. Les sites concernés sont ceux du village Naânouâ et Henchir Dje-mââ dans la commune de Tamza, Henchir Tebrouri dans la commune d'El Mehmél, le village Zauouïa à Chechar et Chetaya à El Mehmél, a-t-il déclaré. L'opération de fouille illicite menée sur le site archéologique du village Zauouïa dans la commune de Che-

char, remontant à la période romaine, a été marquée par l'arrestation par les services de sécurité du groupe de personnes impliquées différées devant la justice dans une affaire où la direction de wilaya de la culture s'est constituée partie civile, a relevé le même responsable. Le directeur du secteur a assuré qu'en coordination avec les autorités sécuritaires locales, les présidents des APC des communes de Tamza, El Mehmél et Chechar, les mesures nécessaires ont été prises pour protéger les sites en question et éviter le renouvellement de pareils actes.

La même source a indiqué qu'à l'occasion du mois du patrimoine (18 avril-18 mai), des journées seront organisées en association avec la société civile pour sensibiliser les citoyens à l'importance de la sauvegarde des sites archéologiques et du signalement des fouilles illicites.

PROJET DE PHOSPHATE À TÉBESSA: Un groupe de travail entre les secteurs des mines et culture pour protéger les ruines

Le ministère de l'Energie et des Mines et le ministère de la Culture et des Arts ont convenu dimanche de mettre en place un groupe de travail conjoint entre les deux secteurs en vue de protéger les ruines qui se trouvent sur les sites du projet d'exploitation du phosphate dans la wilaya de Tébessa. Les deux secteurs ont convenu de la mise en place de ce groupe de travail, lors d'une réunion de coordination présidée par le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, et la ministre de la Culture et des Arts Soraya Mouloudji, en présence du PDG du Groupe minier Manadjim El Djazair, du PDG du Groupe ASMIDAL et du Président de l'Agence Nationale des Activités Minières (ANAM). Cette réunion a porté sur la concrétisation du projet intégré d'exploitation et de transformation du phosphate, et la protection du patrimoine culturel matériel se trouvant sur les sites du projet à l'instar de celui de Bled El Hadba dans la commune de Bir-El-Ater (Tébessa), a indiqué un communiqué du ministère de l'Energie et des Mines. Lors de cette réunion, deux exposés ont été présentés sur le projet intégré de phosphate et sur les découvertes archéologiques remontant à l'antiquité. A cette occasion, les deux ministres ont convenu de "la nécessité d'aller de l'avant pour la concrétisation de ce projet, qui permettra à l'Algérie d'entrer dans le monde des industries de transformation minières, et de préserver le patrimoine culturel de la ré-



gion, en œuvrant au transfert des pièces d'art et archéologiques", selon la même source. Dans ce contexte, le ministre de l'Energie et des Mines a relevé l'importance de réaliser ce projet, qui mobilisera des ressources financières, humaines et techniques considérables et aura un impact social et économique notamment à l'Est du pays, précise-t-on de même source. M. Arkab a également insisté sur "l'accompagnement permanent et le soutien des entreprises du secteur, aux travaux des missions archéologiques afin de protéger ce patrimoine culturel matériel dans la wilaya". De son côté, Mme Mouloudji a mis en avant "tout l'intérêt de mettre en place des mécanismes et des procédures vi-

sant à protéger et valoriser le patrimoine archéologique à Tébessa, tout en œuvrant à ce que les experts minières soient accompagnés en permanence par des experts en archéologie". Par ailleurs, il a été convenu de "la mise en place d'un groupe de travail mixte en vue d'assurer la coordination et le suivi du projet par des experts en archéologie et des responsables du projet du phosphate intégré", note le communiqué. Il a également été convenu de "mettre à disposition les moyens nécessaires pour protéger les sites et monuments archéologiques, d'une part, et réaliser des projets économiques créateurs de richesses et d'emplois, d'autre part", conclut le communiqué.

La Rédaction Recrute...

Le quotidien national d'information culturelle « ED Diwan » recrute un journaliste confirmé (En Langue Française) pour participer au renforcement de sa rédaction.

***Profil souhaité :**

-Bonne expression écrite et orale, bonne capacité d'analyse, et maîtrise de la langue Française.
-Bosseur et dynamique et extrêmement disponible.
Pour tout contact veuillez vous rapprocher de la rédaction du journal en envoyant votre CV complet à l'adresse électronique suivante :
eddiwan.arabe@gmail.com
infofilo63@gmail.com

RAMADHAN: Le jeûne sans avis médical est déconseillé aux diabétiques

Le jeûne durant le Ramadhan sans avis médical est déconseillé aux personnes atteintes de diabète afin de préserver leur santé, ont souligné, lundi à Alger, des intervenants ayant rappelé la permission de se soustraire à ce pilier de l'Islam en cas de maladie.

Nous éprouvons des difficultés à convaincre les personnes diabétiques de ne pas jeûner au risque de nuire à leur santé, y compris des enfants qui font carême sans en informer leurs parents", a déploré Fayçal Ouhadda, président de l'association des diabétiques de la wilaya d'Alger, lors du Forum périodique d'El Moudjahid. Il a indiqué que cette attitude est expliquée par "le souci de se conformer au précepte religieux du carême, même si cela est susceptible d'entraîner des complications sanitaires", faisant savoir que "nombre de malades recourent à l'avis des Imams même après avoir eu celui de leurs médecins traitants". "Certains patients, une fois avertis médicalement sur l'interdiction de



jeûner, vont jusqu'à tenter d'arracher l'accord des Imams pour faire carême, sachant que le médecin prend

cette décision en connaissance de cause et en prenant en compte l'autorisation de ne pas jeûner précon-

sée en Islam", a-t-il relevé. Dans le même contexte, il a mis en garde contre les dangers d'une surconsommation en sucre, affirmant à ce propos, que l'Algérien consomme "pas moins de 42 kg" de ce produit annuellement, au moment où l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) en préconise moins de 10 kg par personne. De son côté, la Sous-directrice de la Prévention des maladies non transmissibles au ministère de la Santé, Dr Djamilia Nadir, a rappelé qu'en plus des 4 millions de diabétiques, 9% de la population algérienne est en pré-diabète, dont bon nombre "basculent souvent vers le diabète durant le Ramadhan en raison de la surconsommation du sucre". Invité à éclairer les concernés sur l'avis religieux concernant le

jeûne des diabétiques, et de tous types de maladies, l'Imam de la mosquée Mohamed-Belouizdad, Mohamed Abdennour Behiani, a rappelé les versets coraniques interdisant à ces derniers de mettre leur vie en péril, notant que "les préceptes religieux en la matière ne contredisent pas les avis médicaux, mais en sont complémentaires". Tout en précisant que l'acte de jeûner est conditionné par la puberté et l'aptitude physique du jeûneur, il a précisé que "l'enjeu du mois sacré ne se résume pas au jeûne, mais également aux autres pratiques telle que la prière, et que ceux qui ne font pas carême pour des raisons de santé peuvent substituer cela en s'impliquant dans des actions de bienfaisance et d'entraide".

L'herpès augmenterait le risque du cancer du sein

L'herpès peut modifier génétiquement les cellules et favoriser un cancer agressif du sein. L'infection au virus d'Epstein-Barr (VEB), un virus de la famille des herpès, peut augmenter le risque de cancer agressif du sein chez la femme, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale EBio-Medicine. Cette découverte peut avoir des implications importantes dans le dépistage du cancer du sein et la prévention. Le virus d'Epstein-Barr (VEB) est le type le plus courant du virus de l'herpès. Plus de 90% de la population mondiale est porteur de ce virus mais, la plupart des in-

dividus n'affichent aucun symptôme de l'infection. L'équipe du Service d'hématologie-oncologie du Beth Israel Deaconess Medical Center (BIDMC) et de la Harvard Medical School aux Etats-Unis ont réalisé une étude avec des cellules mammaires exposées au virus. Ils ont observé que le virus de l'herpès se lie au récepteur CD21 sur les cellules normales du sein, ce qui conduit à l'infection. Puis la maladie provoque une division cellulaire très rapide. Dans un deuxième temps, les chercheurs ont implanté ces cellules à des souris qui ont développé un cancer du sein

œstrogène-récepteur-négatif (une forme agressive de la maladie).

L'INFECTION AU VIRUS DE L'HERPÈS MODIFIERAIT GÉNÉTIQUEMENT LES CELLULES

La recherche indique qu'une contribution de l'herpès au développement du cancer du sein est plausible, à cause d'un mécanisme pendant l'infection au cours duquel les cellules deviennent malignes. "Nous pensons que si une jeune femme développe un herpès au cours de son adolescence ou plus tard, ses cellules mammaires seront exposées au virus et peuvent être infectées.

Alors que pour la plupart des individus, il n'y aura pas de conséquences à long terme, pour certains l'infection peut laisser des cicatrices génétiques et modifier le métabolisme de ces cellules", a expliqué Gerburg Wulf chercheur à la division d'hématologie et d'oncologie. "Ce sont des changements subtils, ils peuvent, des décennies plus tard, faciliter la formation de cancer du sein." "Les résultats font en outre le cas d'un vaccin contre l'herpès qui pourrait protéger les enfants contre l'infection et plus tard des tumeurs malignes associées à cette pathologie", conclut le chercheur.

CORONAVIRUS: Aucun nouveau cas et aucun décès

Aucun nouveau cas confirmé de Coronavirus (Covid-19) n'a été enregistré et aucun décès n'a été déploré, alors que 4 guérisons ont été recensées ces dernières 24 heures en Algérie, indique lundi le ministère de la Santé dans un communiqué. Le total des cas confirmés demeure ainsi à 271.613 cas, celui des décès se stabilise à

6.881 cas, alors que le nombre total des patients guéris passe à 182.898 cas. En outre, un seul patient est actuellement en soins intensifs, note la même source. Le ministère de la Santé rappelle, par la même occasion, la nécessité de maintenir la vigilance, en respectant les règles d'hygiène et la distanciation physique.

CONSTANTINE HADJ 2023 : Lancement de l'opération de consultations médicales et de vaccination des futurs pèlerins (DSP)



L'opération de consultations médicales et de vaccination des futurs pèlerins inscrits au titre de l'exercice 2023 a été lancée mercredi dans divers établissements du secteur de la santé de la wilaya de Constantine, a-t-on appris auprès de la Direction de la santé et de la population (DSP). Trois (3) comités médicaux composés de médecins généralistes et spécialistes ont été mobilisés par la Direction locale du secteur pour effectuer les consultations médicales dans les polycliniques de la cité Boumerzoug, dans la ville de Constantine, la ville Massinissa, dans la commune d'El Khroub, et celle de la commune de Didouche Mourad, a précisé à l'APS le chargé d'information et de communication de la DSP Amire Aidoune. Des campagnes de vaccination contre la Covid-19, la

grippe saisonnière, la méningocoque, la diphtérie et le tétanos ont également été lancées, parallèlement aux contrôles et aux examens au travers l'ensemble des services d'épidémiologie et de médecine préventive relevant des six (6) établissements publics de santé de proximité (EPSP) de la wilaya, a-t-il ajouté. Des équipes pluridisciplinaires regroupant des médecins et agents paramédicaux ont été désignées pour assurer le bon déroulement de cette opération au niveau des douze communes de la wilaya. Afin de mener à bien cette action, un programme a été mis sur pied par la direction du secteur en étroite collaboration avec des équipes médicales dans le but de faciliter l'accessibilité des pèlerins des zones reculées aux structures sanitaires, a-t-on indiqué à la DSP.

Développer l'esprit entrepreneurial chez les jeunes dès le début de leur formation



Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Yacine Merabi, a affirmé lundi à Skikda qu'il faudrait enraciner l'esprit entrepreneurial chez les jeunes dès le début de leur cursus de formation. Présidant l'ouverture d'une journée d'étude sur "le rôle de la formation professionnelle dans l'entrepreneuriat, de l'innovation à l'investissement" à l'amphithéâtre de l'Institut national spécialisée d'Azzaba (Est de Skikda), le ministre a estimé que "l'enracinement de l'esprit entrepreneurial s'opère par l'intensification des sorties de terrain vers les entreprises économiques proches des établissements de formation". "Ces sorties de terrain aideront les jeunes à découvrir tôt le

monde de l'entreprise et développeront chez eux l'esprit d'innovation de sorte à les encourager à lancer leurs propres projets d'investissement qui seront une valeur ajoutée au processus de développement économique du pays", a soutenu le ministre, assurant que le secteur de la formation œuvre à rendre ses stagiaires aptes à s'adapter aux changements que connaît l'entreprise économique et à intégrer les technologies modernes. "La nouvelle approche du secteur se base sur l'accompagnement des stagiaires avant, durant et après leur formation, à commencer par l'orientation dans le choix du métier puis en dispensant une formation conforme aux normes pédagog-

iques requises et sanctionnée par l'intégration du monde du travail et l'engagement de leurs propres projets", a expliqué M. Merabi. Le ministre a ajouté que pour concrétiser effectivement ce processus, il est impératif de penser à enraciner l'esprit entrepreneurial chez les jeunes par la mise en place d'un environnement propice aux affaires qui assure la transparence et la promotion de l'emploi et de l'innovation et au travers l'intégration de modules d'initiation à l'entrepreneuriat. Pour cela, le secteur a instauré au niveau local un dispositif appelé la Maison de l'entrepreneuriat et de l'insertion qui constitue un espace d'échange des idées et des expériences entre stagiaires et di-

plômés bénéficiaires des divers dispositifs d'aide à l'emploi mis en place par les pouvoirs publics, a-t-il noté. Cette maison, a encore relevé M. Merabi, constitue un espace d'information, d'orientation, d'initiation à l'entrepreneuriat et d'accompagnement des porteurs d'idées innovantes vers la création de micro-entreprises et de start-up qui contribuent au développement du pays conformément aux directives générales des autorités publiques. Pour mettre en valeur les innovations des diplômés du secteur, un Salon national de la formation et de l'enseignement professionnels a été lancé avec à ce jour deux éditions constituant une occasion aux diplômés du secteur pour exposer leurs innovations avec la participation des divers secteurs et des opérateurs économiques dans le but d'en favoriser leurs éventuels exploitations et développement, a souligné M. Merabi. La rencontre a abordé les divers aspects liés à la formation et au développement de l'entrepreneuriat, aux coopératives agricoles, aux étapes de création d'une micro-entreprise. Le ministre poursuivra sa visite par l'inspection de plusieurs structures relevant de son département dans les daïras de Skikda et El Hadaïk.

SIDACTION 2023 : « Elus et autorités de santé, appelons au dépistage de masse pour mettre fin au sida d'ici à 2030 »

Comme il a su le faire pour le Covid-19, l'Etat doit inciter le plus grand nombre à connaître son statut sérologique afin d'arrêter la transmission du VIH/sida affirme, dans une tribune au « Monde », le président d'Elus locaux contre le sida Jean-Luc Romero-Michel.

Lors que les dépistages ont fortement baissé durant le Covid-19 et qu'ils n'ont toujours pas retrouvé leur niveau d'avant 2020, nous devons absolument nous mobiliser de nouveau si nous voulons mettre fin au sida d'ici à 2030. Le Sidaction [dont la prochaine édition se déroule les 24, 25 et 26 mars], par sa collecte de dons destinée à la recherche contre un vaccin, à l'amélioration des traitements ainsi qu'à l'aide aux associations de lutte contre le sida en France et à l'étranger, est un rendez-vous annuel essentiel. Mais c'est aussi l'occasion de parler du sida. Car, rappelons-le, le VIH est un virus qui se combat autant par la médecine que par la prévention et donc par la parole et la communication, d'où l'importance cruciale que nos élus, relais essentiels de la parole dans nos démocraties, parlent du sida.

Des moyens rapides et efficaces
Le message que nous, élus, devons répéter est clair : si 95 % des personnes séropositives connaissent leur statut sérologique et que nous leur offrons un traitement, nous arrêterons la transmission du sida. En clair, nous avons les moyens, en France, de mettre fin au sida et cela avant même 2030, échéance que s'est fixée l'Onusida. Si l'objectif paraît simple, les moyens mis en œuvre pour y parvenir ne sont pas au rendez-vous. La prévention et la



communication de la part des autorités de santé ne sont pas au rendez-vous. Pourtant, l'Etat a montré, pendant la crise due au Covid-19, sa capacité à agir. Les Français ont prouvé, quant à eux, en se faisant dépister contre le

Covid à maintes reprises, parfois jusqu'à plusieurs fois par semaine, qu'ils pouvaient faire preuve de civisme et d'esprit collectif. Nous avons aujourd'hui des moyens rapides et efficaces de tester massivement la population contre le

virus du VIH. Pourquoi ne les utiliserions-nous pas ? Pourquoi laissons-nous, chaque jour, des personnes en France se transmettre le virus ? Pourquoi nos autorités de santé ne font-elles pas preuve de cette volonté politique nécessaire ?

**COVID-19 :
Le groupe
pharmaceutique
Roche obtient le statut
« revue prioritaire »
pour son tocilizumab
aux Etats-Unis**

Un statut réservé aux médicaments destinés aux maladies graves. Le groupe pharmaceutique suisse Roche a annoncé ce lundi que l'agence américaine des médicaments avait accordé le statut de « revue prioritaire » à son médicament tocilizumab destiné aux patients hospitalisés pour une infection par le Covid-19.

Un statut pour maladies graves
Ce statut est réservé aux médicaments destinés aux maladies graves pour lesquelles il existe peu d'options de traitement, en vue d'examiner en priorité leur demande d'homologation. S'il est approuvé, ce médicament commercialisé selon les pays sous le nom d'Actemra ou RoActemra serait le premier immunomodulateur approuvé aux États-Unis pour les patients hospitalisés pour une infection par le Covid-19, a précisé Roche dans un communiqué.

**Largement utilisé
aux Etats-Unis**

La décision de l'agence américaine des médicaments, la Food and Drug Administration (FDA), est attendue durant le deuxième semestre 2022, a ajouté le groupe suisse. Roche a déposé une demande d'homologation pour ce traitement administré en intraveineuse pour les patients adultes hospitalisés qui sont soignés par corticostéroïdes et qui ont besoin d'oxygène. Cette demande a été déposée sur la base de quatre études menées auprès de 5.500 patients hospitalisés. Depuis le début de la pandémie, plus d'un million de personnes hospitalisées pour le Covid-19 ont été traitées avec cet anticorps monoclonal utilisé pour le traitement de la polyarthrite rhumatoïde. Aux États-Unis, le tocilizumab a déjà été utilisé pour soigner des patients hospitalisés sur la base d'une autorisation d'urgence accordée en juin 2021.

IVG EN POLOGNE : Une activiste condamnée pour avoir fourni des pilules abortives à une femme enceinte

Justyna Wydrzynska a été reconnue coupable d'avoir prêté assistance à l'avortement. C'est une condamnation qui pourrait avoir des conséquences graves pour les femmes en Pologne. Une activiste polonaise a été condamnée mardi par un tribunal de Varsovie à des travaux d'intérêt général pour assistance à l'avortement, a indiqué son organisation, Abortion Dream Team. Justyna Wydrzynska, qui a fourni des pilules abortives à une femme enceinte, a été reconnue « coupable » et condamnée à « huit mois de travaux d'intérêt général à raison de 30 heures par mois », a écrit sur Twitter l'organisation dont elle est co-fondatrice. « Je ne me sens pas coupable, je n'accepte pas

ce verdict », a déclaré la principale intéressée à la presse à la sortie du tribunal, indiquant qu'elle allait faire appel et qu'elle allait continuer à aider les femmes. Le contenu du jugement n'a pas été rendu public.

Jusqu'à trois ans de prison
« La condamnation d'aujourd'hui constitue un nouveau gouffre dans la répression des droits reproductifs en Pologne : un recul pour lequel les femmes et les jeunes filles - et ceux qui défendent leurs droits - paient un lourd tribut », a déclaré Agnès Callamard, secrétaire générale d'Amnesty International dans un communiqué. « Cette affaire crée un dangereux précédent en Pologne, où l'avortement est

presque totalement interdit, et donne un aperçu effrayant des conséquences des lois aussi restrictives », a-t-elle ajouté. L'activiste risquait jusqu'à trois ans de prison pour avoir « fourni une assistance à l'avortement » et « avoir mis sur le marché des médicaments sans autorisation », selon la législation polonaise, une des plus strictes en Europe.

**Empêchée par son mari
de partir en Allemagne**
En 2020, une femme à la 12e semaine de grossesse, et voulant l'interrompre, a demandé de l'aide à Justyna Wydrzynska, membre du collectif Abortion Dream Team. Auparavant, cette femme voulait se rendre dans une clinique d'avorte-

ment en Allemagne, mais son mari l'a empêchée de partir. Alors que la femme attendait chez elle un colis avec les pilules, son mari a appelé la police qui a confisqué le médicament et ouvert une enquête. La femme a fait une fausse couche par la suite. La Pologne, pays de tradition catholique, disposait déjà de l'une des lois les plus restrictives d'Europe en matière d'avortement lorsque la Cour constitutionnelle s'est rangée l'an dernier du côté du gouvernement populiste-nationaliste en déclarant les interruptions de grossesse pour malformation fœtale « inconstitutionnelles ». Abortion Dream Team revendique avoir rendu possible 44.000 avortements en 2022, soit 107 par jour.

**La nourriture
des fast-food favorise
certaines maladies
du foie**

La stéatose hépatique non alcoolique, appelée Nash en anglais, est une pathologie du foie liée à un excès de graisses dans l'alimentation. Une étude vient de démontrer que le fait de manger dans des restaurants de type fast-food serait associé à un risque accru de développer cette pathologie. La stéatose hépatique non alcoolique est une pathologie du foie liée à une consommation excessive de graisses dans l'alimentation. C'est un terme général qui regroupe les pathologies du foie chez des personnes qui ne boivent pas d'alcool (qui reste la première cause de problèmes hépatiques). Dans le cas de la Nash, ce sont les graisses qui en s'accumulant, peuvent provoquer une cirrhose. Ce qui peut aboutir à un cancer du foie ou une insuffisance hépatique.

**Une alimentation riche
en calories et un foie trop gras**
Des scientifiques de l'Université de Californie du Sud, à Los Angeles, se sont intéressés à l'impact de la restauration rapide - et ses aliments frits riches en calories - sur le foie. L'étude a porté sur 4 000 personnes obèses ou diabétiques. Parmi ces 4 000 volontaires, 52% consommaient de la restauration rapide. Et dans ce groupe, ils étaient 29 % à en consommer à hauteur d'au moins 20 % ou plus de leurs calories quotidiennes.

Dans la lutte contre Ebola, des essais de vaccins prometteurs

L'épidémie a pris fin en Ouganda sans permettre les essais cliniques de trois vaccins mais a été l'occasion d'une mise en place accélérée des protocoles. Il aura fallu moins de quatre mois pour contenir l'épidémie de maladie à virus Ebola (MVE) qui avait éclaté en Ouganda le 20 septembre 2022. Déclarée officiellement terminée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) le 11 janvier au bout de quarante-deux jours sans aucun nouveau cas déclaré, cette flambée épidémique rejoint la liste de la quarantaine d'épidémies ayant affecté le continent africain depuis 1976. Avec 142 cas confirmés (et une vingtaine de cas probables) et 55 morts déclarés, le taux de létalité de 39 à 47 % figure parmi les moins importants des dernières années - sans prendre en compte les personnes sans ou avec très peu de symptômes qui, selon les études, peuvent représenter 10 à 12 % des per-

sonnes contaminées par le virus. Une victoire certaine pour les autorités sanitaires ougandaises qui laisse toutefois un goût d'inachevé pour la recherche, puisque la fin de l'épidémie marque le coup d'arrêt d'un essai clinique d'envergure incluant trois vaccins ciblés contre la souche dite « Soudan » de la MVE. L'OMS avait en effet accompli un tour de force en permettant d'élaborer, soumettre et valider un protocole de test ainsi que l'envoi de plus de 5 000 doses de trois types de vaccins différents en Ouganda... Le tout en seulement soixante-dix-neuf jours. Une mobilisation inédite des autorités sanitaires mondiales et des acteurs de terrain en Ouganda. « Comme l'épidémie a été vite jugulée, nous allons avoir des informations sur la tolérance du vaccin et sur la durée de vie des anticorps, qui sont des éléments importants en matière de stratégie vaccinale, mais les



résultats ne permettront pas de dire si les vaccins sont efficaces face à la maladie », explique Eric Delaporte, professeur spécialisé en maladies infectieuses de l'université de Montpellier.

POUR LA CRÉATION DE RICHESSES ET LA RÉALISATION DE L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE: L'université, un espace d'idées novatrices

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari a affirmé lundi à Alger que l'université algérienne était un espace d'idées novatrices qui peuvent être concrétisées sur le terrain pour contribuer à la création de richesses et à la réalisation de l'autosuffisance alimentaire. Dans une déclaration à la presse lors d'une visite d'inspection à l'Ecole supérieure des sciences de l'aliment et des industries agroalimentaires (ESSAIA) et à l'Ecole nationale supérieure d'agronomie (ENSA), le ministre a indiqué qu'il existe "plusieurs idées novatrices pouvant être bénéfiques pour leurs porteurs et pour l'économie nationale si celles-ci sont concrétisées en projets productifs permettant de relancer l'industrie locale et de procurer de la devise". "L'instauration de la culture d'entrepreneuriat requiert certains mécanismes permettant aux diplômés de créer de la richesse et



d'apporter une valeur ajoutée à l'économie nationale, notamment dans le domaine de la sécurité alimentaire et de l'autosuffisance en matière de

production des céréales". "Ces mécanismes, at-il dit, sont assurés par le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des

Micro-entreprises, qui "accompagne les innovateurs dans la valorisation de leurs travaux mais aussi dans le financement de leurs entreprises". Dans le même sillage, le ministre a fait savoir que la présentation "de plateformes dédiées à certaines activités de recherches relatives aux différentes plantes en vue de les reboiser dans les régions ayant enregistré des incendies ces dernières années a été fixée à la fin juillet". Lors de cette visite, le ministre s'est enquis de plusieurs projets de recherche au niveau de l'annexe de l'ESSAIA et de projets d'incubateurs des affaires, appelant les étudiants à œuvrer à "concrétiser leurs projets sur le terrain à travers le dispositif de soutien aux projets dans le cadre des micro-entreprises et des start-up". M. Baddari a inspecté en outre les différents départements de l'ENSA, exhortant à "consentir davantage d'efforts pour protéger la flore".

EL-MÉNIAË :

Le plan de gestion des déchets en milieu urbain bientôt ficelé

L'étude portant sur la réalisation d'un plan de gestion des déchets en milieu urbain dans la wilaya d'El-Méniaï est au stade des "dernières retouches", a-t-on appris samedi auprès de la direction locale de l'Environnement. Initiée par l'Agence nationale des déchets (AND) relevant du ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables, ce plan vise à déterminer les horaires de travail et le circuit de collecte des déchets dans les trois communes que compte la wilaya d'El-Méniaï, a affirmé le directeur du secteur, Djilali Ballag. Le projet s'inscrit dans le cadre des programmes intégrés de la gestion des déchets ayant pour objectif de préserver la propreté urbaine et d'éradiquer les "points noirs", a souligné le responsable local de l'AND, signalant que l'étude, une fois concrétisée, sera mise à la disposition des

Assemblées populaires communales (APC) concernées pour approbation et application sur le terrain. En collaboration avec le bureau d'études spécialisé, l'AND a procédé à la collecte des informations et statistiques relatives à la gestion des déchets, y compris le parc de camions de ramassage, leur capacité et le temps de trajet, a-t-il dit. Le plan de gestion des déchets, comprend le parcours des camions depuis le point de départ jusqu'à leur arrivée au Centre d'enfouissement technique (CET) lequel s'occupe, pour sa part, du traitement, du tri et du recyclage des déchets ménagers et solides collectés, tels que le fer, l'aluminium, le carton, le plastique et le verre, a expliqué le directeur du secteur. "Le futur plan aura un impact positif sur l'amélioration du cadre de vie des citoyens et ce, grâce aux démarches entreprises

pour la réalisation du projet d'une "ville propre", a indiqué M. Ballag, précisant que ce projet s'effectuera conformément à une étude approfondie et un travail de terrain menés par des cadres et techniciens qualifiés. Le secteur s'engage, en parallèle, a-t-il ajouté, à créer un établissement public à caractère industriel et commercial pour assurer la gestion du CET d'El-Méniaï, la collecte et le transport des déchets, au lieu de l'Etablissement public de gestion des CET de la wilaya de Ghardaïa, qui s'occupe actuellement de cette tâche. Il prévoit aussi la création d'entreprises spécialisées dans la gestion des déchets par de jeunes porteurs de projets et des personnes aux besoins de spécifiques désireux s'investir dans ce domaine susceptible de contribuer à valoriser les déchets et à générer de nouveaux emplois.

Le bénévolat a prouvé la présence pérenne des jeunes dans le parcours de l'entraide pour la patrie

Le président du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui a affirmé depuis la wilaya de Tizi Ouzou que les opérations de bénévolat initiées et menées par les jeunes, à l'instar de celles qui sont organisées durant le mois de Ramadhan, "prouvent la présence pérenne des jeunes dans le parcours d'entraide pour la patrie". En marge d'une visite qui l'a mené, jeudi dans la commune de Bouzeguène (70 km à l'est de la wilaya), M. Hidaoui a valorisé la participation des jeunes aux différentes opérations de solidarité, au service de la société et de la patrie. Le responsable a particulièrement salué, lors de sa visite dans un restaurant de la Rahma, les différentes initiatives du Croissant-Rouge algérien (CRA) dans tout le pays et à travers les centaines des restaurants de la Rahma, "à travers lesquelles, les jeunes ont prouvé leur présence pérenne dans le parcours de l'entraide pour la Patrie". Dans ce cadre, M. Hidaoui a indiqué que les jeunes bénévoles à ces initiatives de solidarité, n'hésitent pas à



délaisser le plaisir de l'Iftar avec leurs familles, pour le remplacer par le bonheur que leur procure la contribution aux initiatives de solidarité, en vue de préparer les repas d'Iftar à ceux qui ont en besoin, parmi les passants, les démunis et autres parmi ceux qui travaillent loin de leurs familles. Lors de cette visite, le président du Conseil s'est enquis des différents modèles de bénévolat des jeunes à Tizi Ouzou ainsi que des initiatives associatives des jeunes dans le cadre de la préservation de l'environnement. Il a également tenu au

siège de la Fondation historique culturelle "Colonel Si Mohand Oulhadj" une rencontre de concertation pour écouter les préoccupations et défis des jeunes de la région en matière de développement et des initiatives associatives de contribution et de coopération de la wilaya de Tizi Ouzou. Le président du Conseil en compagnie de la délégation l'accompagnant et de jeunes de la région a déposé une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative du colonel de l'Armée de libération nationale et du Commandant de la III zone historique.

BATNA: 32.000 inscrits aux écoles coraniques et Kouteb

Les écoles coraniques et Kouteb de la wilaya de Batna sont fréquentées par près de 32.000 étudiants adultes et enfants des deux sexes, selon les services de la direction des Affaires religieuses et des Wakfs. L'enseignement coranique conserve sa place dans la société et l'engouement qu'il suscite croît particulièrement durant le Ramadhan et les vacances scolaires notamment au niveau des Kouteb et classes coraniques ouvertes dans les mosquées dont le nombre dépasse 620 dans la wilaya, a déclaré à l'APS le chef du service de la culture islamique et patrimoine de cette direction. Les écoles coraniques accueillent ainsi 17.559 inscrits dont 12.833 étudiants et 4.726 étudiants qui apprennent le saint coran et reçoivent des cours en sciences islamiques conformes au programme de la tutelle donnés par des enseignants compétents dont des bénévoles pour la plupart, selon Nadhir Saâda. Réalisées grâce aux donations de mécènes, ces écoles enseignent le saint coran conformément aux règles de récitation correcte (Tajwid) et accordent des attestations qui permettent à leurs titulaires de rejoindre les instituts nationaux de formation des cadres du secteur des affaires religieuses pour devenir des enseignants du coran, des muezzins ou des chargés (qayyim) des mosquées, a-t-il dit. Les Kouteb, les zaouïas et classes ouvertes dans les mosquées attirent 13.459 étudiants âgés entre 4 à 6 ans dont 8.768 filles, a-t-on fait savoir. L'octroi des autorisations d'encadrer les écoles coraniques est soumis à plusieurs conditions dont celle de la compétence scientifique, tandis que l'autorisation d'enseigner dans les Kouteb et classes des mosquées nécessite de passer devant une commission d'évaluation au niveau de la direction qui vérifie la compétence du candidat.

Ouverture prochaine de deux écoles coraniques pilotes

Pour soutenir l'enseignement coranique et répondre à l'engouement qu'il suscite, il est prévu l'ouverture de deux écoles coraniques pilotes construites avec des donations de mécènes conformément aux normes modernes, dans les communes de Ras Layoune et Ouled Si Slimane, a-t-on révélé. Ces deux écoles disposent chacune de plusieurs classes, d'un amphithéâtre, de bureaux administratifs, d'une salle des enseignants et de logements d'astreinte, selon le même cadre qui a précisé que l'école de Ras Layoune compte en plus un internat de 50 lits et une cantine pour les étudiants bénéficiant du régime interne. Depuis le début de l'année, deux écoles coraniques pilotes construites dans un style architectural islamique maghrébin ont été ouvertes dans la ville de Batna, a-t-on ajouté. La wilaya de Batna compte actuellement 32 écoles coraniques dont certaines dépendent de mosquées, à l'instar de celles des mosquées El Atik, 1er novembre 1954 et Soheib Erroumi. Une des plus importantes écoles coraniques de Batna a été ouverte en 1995 avec un internat de 200 lits, selon la même source qui a souligné que beaucoup de diplômés de cette école sont devenus des imams et des enseignants du coran. Il existe également dans cette wilaya un institut national de formation spécialisée des corps spécifiques de l'administration des affaires religieuses et wakfs ouvert dans la commune de Zana Beida en 2013 avec une capacité d'accueil de 120 étudiants, est-il noté.

Algérie Télécom célèbre ses 20 ans d'activités



L'opérateur public de télécommunications Algérie Télécom (AT) a célébré, dimanche, ses 20 ans d'activités comme acteur majeur des télécommunications en Algérie, tout en renouvelant son engagement à remplir pleinement sa mission d'entreprise citoyenne, indiqué AT dans un communiqué. Depuis sa création, l'entreprise a su s'adapter aux évolutions technologiques pour proposer des offres et solutions toujours plus innovantes, tout en restant fidèle à sa mission première : connecter l'ensemble des Algériens, où qu'ils soient, en plus de remplir pleinement sa mission d'entreprise citoyenne, a-t-on fait savoir. A ce jour, Algérie Télécom est présente sur l'ensemble du territoire algérien, avec un réseau étoffé, comptant ainsi des millions d'abonnés à travers le pays. En cette occasion, l'entreprise "remercie chaleureusement ses clients et ses partenaires, pour leur confiance et leur renouvelé son engagement à continuer à fournir des services et des solutions de qualité et à répondre pleinement à leurs besoins" lit-on dans le document. Ainsi, Algérie Télécom tient, à "rendre hommage à tous ses employés, actifs ou retraités, qui ont contribué au fil de ces années, à faire de l'entreprise un leader tant sur le plan technologique qu'économique". Pour marquer cet important événement, l'entreprise lance un logo spécial et une campagne de communication. Ledit logo symbolise les 20 ans d'activités d'AT à travers le chiffre 20 inspiré du symbole "Infini" bien connu de sa marque "Idoom". L'entreprise prévoit, également, de "nombreuses offres, promotions et surprises", qui seront annoncées au fur et à mesure tout au long de l'année en cours, a-t-elle conclu.

CHINE-FRANCE : Des entreprises chinoises et françaises signent 18 accords de coopération

Trente-six entreprises chinoises et françaises ont signé dix-huit accords afin d'élargir leur coopération dans des domaines tels que la fabrication, le développement vert, les énergies nouvelles et l'innovation, lors d'une réunion entre des entrepreneurs chinois et français jeudi, a indiqué vendredi le ministère chinois du Commerce.

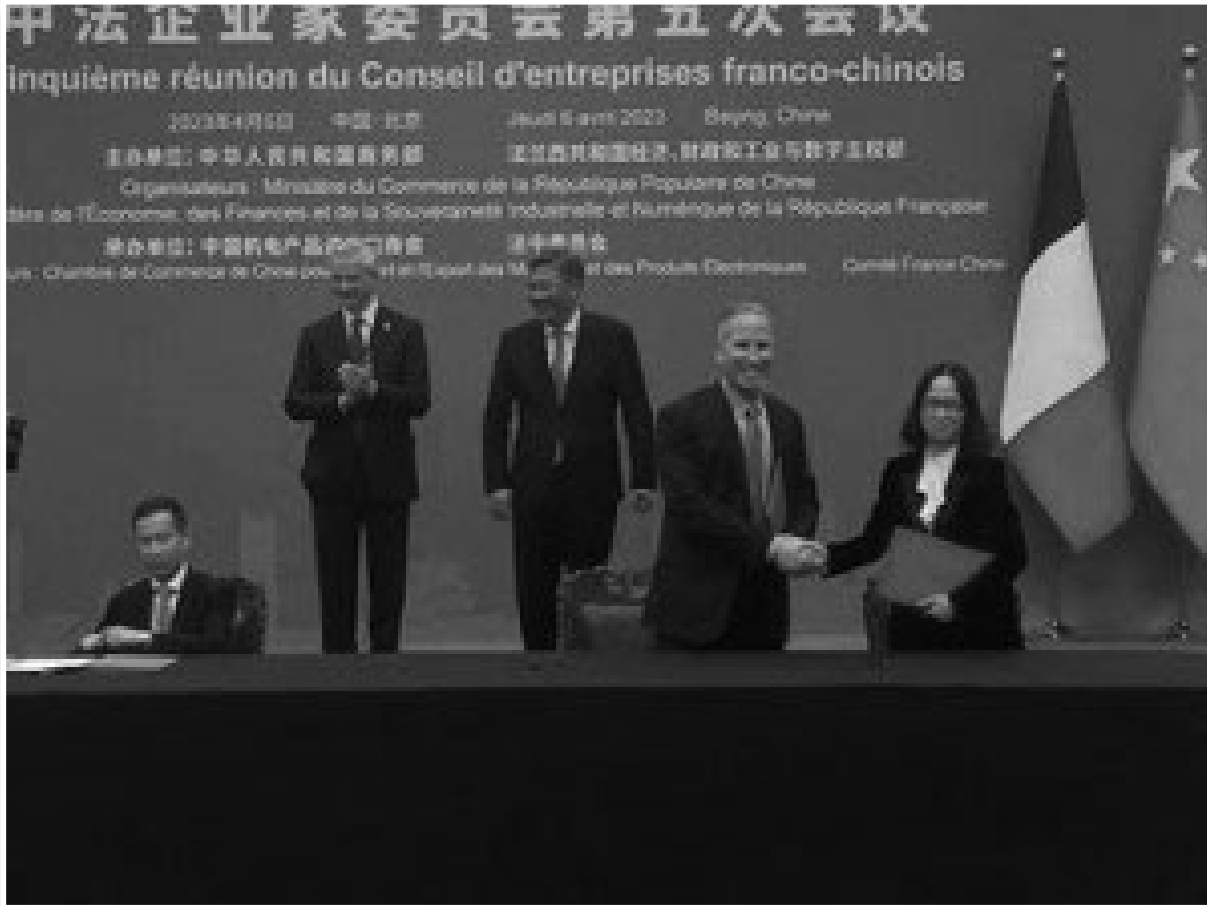
Dans son discours d'ouverture, Yu Yuantang, responsable du ministère du Commerce, cité par l'agence Chine nouvelle, a indiqué que "le volume des échanges commerciaux entre la Chine et la France a évolué de 60 milliards de dollars, à 80 milliards de dollars, au cours des cinq dernières années".

"En 2022, la coopération Chine-UE a "surmonté de nombreux impacts négatifs et a réalisé des progrès stables.

Le commerce bilatéral a atteint un nouveau record de 847,3 milliards de dollars, et les nouveaux investissements des entreprises européennes en Chine ont augmenté de 70%, à 12,1 milliards de dollars", a déclaré M. Yu.

Des représentants d'entreprises telles que Bank of China, BNP Paribas, China National Nuclear Corporation et Electricité de France, ont discuté de sujets allant de la lutte commune contre les défis mondiaux, à la promotion de la coopération, et ont fait des suggestions sur l'approfondissement des liens économiques et commerciaux entre la Chine et la France, selon la même source.

Ils se sont également engagés à "saisir les opportunités offertes par le développement de haute qualité de la Chine, à assurer la stabilité



des chaînes industrielles et d'approvisionnement, et à développer la coopération dans des domaines allant de l'énergie nucléaire à la finance ainsi qu'à la consommation", a-t-on ajouté.

ETATS-UNIS :

Le ralentissement de l'inflation provoque l'optimisme des marchés et des économistes



L'inflation a progressé de 7,7 % sur un an en octobre et a augmenté de 0,4 point d'un mois sur l'autre. C'est moins qu'en septembre, et moins que les prévisions des experts. Les indices à Wall Street se sont envolés, avec des hausses atteignant jusqu'à 7,35 % pour le Nasdaq. Le pire de la hausse des prix post-Covid-19 serait-il passé aux Etats-Unis ? L'inflation a progressé de 7,7 % sur un an au mois d'octobre, selon les chiffres révélés par le Bureau du travail, et a augmenté de 0,4 point d'un mois sur l'autre. C'est mieux que les attentes des économistes, qui prévoyaient une hausse respective de 7,9 % et 0,6 %. Il s'agit du chiffre le plus bas depuis un an, après le pic de 9,1 points atteint en juin. Surtout, l'inflation

sous-jacente, hors énergie et alimentation, se réduit dramatiquement : sur un an, elle est de 6,3 %, et entre le mois de septembre et octobre, les prix n'ont progressé que de 0,3 point, à un rythme deux fois moindre qu'en août et septembre. Selon Jason Furman, économiste à Harvard, c'est ce dernier chiffre – 3,6 % de hausse en rythme annuel – qui est important. Mieux, l'indice qui exclut en plus les véhicules d'occasion et le logement est tombé selon ses calculs à 1,8 %. Les véhicules sont particulièrement volatils, tandis que la baisse du logement est très lente, seule une petite partie des baux étant renouvelés chaque mois. Ce chiffre montre que l'inflation, qui avait pénétré tous les pans de l'économie, se calme. Résultat, M.

Furman, qui avait été l'un des rares à prédire, études à l'appui, que la hausse n'était pas achevée fin août, est ravi. « Encore un ou deux mois comme ça et on pourra se détendre un peu », a-t-il tweeté. Les marchés, eux, n'ont pas attendu pour sabrer le champagne. Ils anticipent désormais que la Fed, la réserve fédérale, qui a augmenté ses taux directeurs de zéro en mars à plus de 3,75 % lors de sa dernière réunion d'octobre, réduise le tempo et n'augmente le loyer de l'argent que de 0,5 point lors de sa réunion de décembre. Résultat, Wall Street a connu sa meilleure séance depuis avril 2020. Jeudi, l'indice S&P 500, qui représente les grandes entreprises, s'est envolé de 5,54 %, tandis que l'indice Nasdaq, riche en technologie, bondissait de 7,35 %.

AFRIQUE DU SUD :

La filière agroalimentaire affectée par les coupures de courant à répétition

Les délestages entravent la production de certains produits, entraînant un manque d'approvisionnement qui pourrait aboutir à une hausse des prix. Des dizaines de milliers de poulets étouffés à cause d'une ventilation coupée, du lait tourné dans des chambres froides répétitivement à l'arrêt... La crise de l'électricité en Afrique du Sud menace la production de nourriture, alerte la filière agricole. Les coupures d'électricité récurrentes qui plombent la première puissance économique africaine entravent la production de certains produits, entraînant un manque d'approvisionnement – notamment en viande de poulet – qui pourrait aboutir à une hausse des prix, a alerté le principal syndicat agricole, AgriSA, interrogé par l'AFP lundi 23 janvier. « L'accès à la nourriture va devenir un problème, en particulier pour les ménages modestes et surtout pour le poulet, une des sources de protéines les plus abordables », a mis en garde Kulani Siweya, économiste pour AgriSA. L'Afrique du Sud est en proie à des coupures d'électricité qui se sont aggravées depuis l'année dernière, pouvant aller jusqu'à plus de onze heures par jour. L'entreprise publique Eskom, gravement endettée après des années de corruption et qui peine avec des centrales vieillissantes régulièrement en panne, est incapable de produire suffisamment de courant pour les 60 millions d'habitants. Pour pallier le manque, la compagnie programme des délestages, qui ont atteint des durées records ces derniers mois, provoquant la colère dans le pays et coûtant des centaines de millions de dollars aux entreprises.

70 restaurants KFC fermés

La semaine dernière, au moins 40 000 poulets sont morts dans une exploitation à plus de 200 km à l'ouest de Johannesburg. « Ce n'était pas beau à voir », a déploré l'éleveur, Herman Du Preez, auprès de l'AFP. Les volailles, en élevage intensif sous d'immenses hangars, ont selon lui succombé au manque d'air, à cause d'un système de ventilation à l'arrêt. Dans sa ferme, l'agriculteur enrage, expliquant vouloir simplement travailler pour « nourrir le pays, fournir des emplois, mais il est impossible de faire fonctionner une ferme au diesel ». Contre les coupures, les Sud-Africains qui en ont les moyens achètent des générateurs au diesel pour alimenter leur foyer.

MARCHÉS BOURSIERS:

Adoption d'introductions en bourse basées sur l'enregistrement sur les marchés principaux de Shanghai et de Shenzhen

Le premier groupe d'introductions en bourse basées sur l'enregistrement de dix entreprises a été adopté lundi sur les marchés principaux des bourses de Shanghai et de Shenzhen, marquant une étape décisive dans la réforme du marché chinois des capitaux selon l'agence Chine nouvelle. Cela signifie que la Chine a pleinement appliqué le système d'introductions en bourse basé sur l'enregistrement, fournissant un support institutionnel solide aux efforts visant à accélérer la construction d'un marché des capitaux normalisé, transparent, ouvert, dynamique et résilient. La réforme des introductions en bourse basées sur l'enregistrement, lancée en 2018, a été initialement adoptée par le marché des sciences et de l'innovation technologique en 2019, et a connu un élargissement au marché des start-ups ChiNext en 2020, puis à la Bourse de Pékin en 2021.

Elon Musk assure rester investi chez Tesla

Sur Twitter, plusieurs petits porteurs de Tesla se sont inquiétés de ces ventes de titres à répétition et de leurs conséquences sur le cours de l'action, mais également de la trop grande attention portée par M. Musk à Twitter, au détriment du groupe automobile. « Je continue à faire beaucoup de travail pour Tesla ! J'étais à notre bureau d'ingénierie de Palo Alto jusque tard dans la nuit jeudi », a rétorqué M. Musk sur son compte Twitter. Le milliardaire a pris le contrôle du réseau social le 28 octobre, mettant par la même occasion un terme prématuré à ce qui s'annonçait comme une longue bataille judiciaire avec le conseil d'administration du groupe, après avoir annoncé racheter Twitter pour 44 milliards de dollars puis avoir dit y renoncer. Dès la finalisation de l'opération, M. Musk a licencié l'ensemble des dirigeants ainsi que 50 % des salariés du groupe, et a annoncé le lancement d'une offre d'abonnement Twitter Blue totalement refondue, qui permet d'obtenir la certification et divers avantages pour 8 dollars par mois. L'objectif est de diversifier les revenus du réseau alors que la plate-forme dépend à 90 % de la publicité et perd, selon Elon Musk, 4 millions de dollars par jour. La situation financière de l'entreprise a empiré depuis son rachat, après que plusieurs gros annonceurs ont suspendu leurs dépenses sur Twitter. Les critiques se sont exprimées de toutes parts, jusqu'aux Nations unies, qui ont exhorté Elon Musk à faire respecter les droits humains sur le réseau social. Mardi, des eurodéputés ont aussi fait part de leur inquiétude, réclamant l'audition de M. Musk par le Parlement européen afin « d'en savoir plus sur ses intentions » et lui rappeler ses obligations.

TAÏWAN : Les aéronefs et navires de guerre chinois encerclent toujours l'île

Pékin avait pourtant annoncé la fin de ses exercices militaires lundi. Un jour après l'annonce de la fin des manœuvres par Pékin, la situation n'a pas évolué. Des navires de guerre et des aéronefs chinois se trouvent toujours mardi autour de Taïwan.

Le ministère taïwanais de la Défense a dit avoir dénombré neuf navires de guerre chinois et 26 aéronefs autour de l'île. Pékin avait lancé samedi des exercices militaires autour de Taïwan pour une durée de trois jours, lors desquels des simulations de frappes ciblées et un exercice d'encercllement de l'île autonome ont eu lieu. La Chine considère Taïwan comme une province qu'elle n'a pas encore réussi à réunifier avec le reste de son territoire depuis la fin de la guerre civile chinoise en 1949. Elle vise cette réunification par la force si nécessaire.

Déstabilisation de la région
Cette démonstration de force est intervenue après la rencontre mercredi en Californie entre la présidente taïwanaise Tsai Ing-wen et le président

de la Chambre américaine des représentants, Kevin McCarthy, à laquelle Pékin avait promis de réagir. Tsai Ing-wen a condamné lundi les manœuvres militaires, quelques heures après leur achèvement officiel, estimant que la Chine se servait des relations entre Taipei et Washington comme d'une « excuse pour lancer des exercices militaires, créant de l'instabilité à Taïwan et dans la région ». « Bien que l'exercice militaire de la Chine ait pris fin, notre armée et notre équipe de sécurité nationale continueront à rester à leur poste et à défendre le pays », a affirmé la présidente taïwanaise.

Simuler « un bouclage » du territoire
L'objectif de l'armée chinoise était de simuler un « bouclage » du terri-



toire de 23 millions d'habitants, a-t-elle expliqué. Et notamment un « blocus aérien », selon la télévision d'Etat CCTV. Washington, qui avait

appelé à plusieurs reprises la Chine à faire preuve de retenue, a envoyé lundi le destroyer américain USS Milius dans un secteur de la mer de Chine méridionale revendiqué par Pékin pour y conduire une « opération de liberté de navigation ». Une « intrusion » immédiatement dénoncée par la Chine.

**SOUDAN-SOUDAN
DU SUD :
Le Soudan appelle le Soudan du Sud à activer les mécanismes conjoints pour rétablir la paix**

Le Soudan a appelé dimanche le Soudan du Sud à activer les mécanismes conjoints en vigueur entre les deux pays afin de rétablir la paix et la stabilité dans la région frontalière contestée d'Abyei. Hamdan Dagalo, vice-président du Conseil souverain de transition du Soudan, a lancé cet appel lors d'une réunion du Comité mixte de contrôle d'Abyei (AJOC), qui réunit les parties soudanaise et sud-soudanaise. M. Dagalo a souligné la nécessité de maintenir la coordination et la coopération entre le Soudan et le Soudan du Sud pour renforcer la confiance et échanger des points de vue sur la manière de poser des bases solides en vue d'une solution définitive à la question d'Abyei. "Les mécanismes conjoints doivent être activés, et un environnement propice au renforcement de la sécurité, du développement et de la stabilité doit en parallèle être mis en place afin de bénéficier aux communautés de la région", a indiqué M. Dagalo. Il a exhorté la communauté internationale à renforcer sa coopération et à jouer un rôle dépassant la simple aide humanitaire afin de contribuer à la mise en œuvre de projets de développement dans la région. Le Soudan et le Soudan du Sud se disputent la région frontalière d'Abyei, une zone riche en pétrole qui représente l'un des principaux obstacles au règlement des divergences entre les deux pays. En 2011, le Conseil de sécurité des Nations unies a créé la Force intérimaire de sécurité des Nations unies pour Abyei (FISNUA) afin de surveiller la zone frontalière.

**GUINÉE :
Soutien financier européen de 31,7 millions d'euros à la transition**

Une convention de financement de 31,7 millions d'euros a été signée, samedi, entre la chef de la délégation de l'Union européenne (UE) en Guinée, Jolita Pons, et la ministre guinéenne du Plan et de la Coopération internationale, Rose Pola Pricemou. Ce montant vise à financer toutes les activités du gouvernement s'inscrivant dans la conduite des opérations de la transition, pour un retour à l'ordre constitutionnel dans le pays. "Cet appui financier permettra de renforcer le cadre de notre coopération technique et le dialogue politique que nous entretenons avec la République de Guinée", a déclaré Mme Pons. Selon elle, l'accompagnement des pays membres de l'UE vise aussi à maximiser l'efficacité de la coopération entre la Guinée et l'UE, en stimulant le développement économique du pays bénéficiaire de l'aide financière. Pour ce faire, Mme Pons a préconisé au gouvernement de transition de favoriser l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, tout en favorisant également l'investissement européen en Guinée.

GUERRE EN UKRAINE :

Des chasseurs occidentaux livrés à l'Ukraine avant l'été ?...



Le président brésilien va effectuer ce mardi une visite officielle en Chine, pour montrer que son pays peut à nouveau jouer les premiers rôles sur la scène internationale. Lula doit s'entretenir vendredi avec son homologue Xi Jinping, notamment pour « échanger leurs points de vue au sujet de la guerre en Ukraine ». Le ministère américain de la Justice a ouvert une enquête pour tenter d'identifier la source de fuites de documents classifiés. Selon les premières constatations, ces fuites sur les réseaux sociaux concernent non seulement des rapports et des documents sur le conflit en Ukraine, mais aussi des analyses très sensibles sur les alliés des États-Unis. Vendredi, le Pentagone avait également dit être en train d'enquêter sur le sujet. L'Ukraine et la Russie ont annoncé lundi avoir procédé à un nouvel échange de prisonniers de guerre concernant plus de 100 militaires de chaque côté, le premier échange du genre en plus d'un mois.

Moscou accuse l'Occident d'inciter à la rébellion en Russie
Toujours plus loin, le patron du service de sécurité russe (FSB), Alexandre Bortnikov, a accusé mardi l'Ukraine et les Occidentaux d'es-

sayer d'inciter les Russes au sabotage et à la rébellion armée sur fond d'offensive en Ukraine. « Les services de sécurité ukrainiens et leurs patrons occidentaux ont lancé une campagne idéologique et de recrutement agressive visant nos citoyens, en particulier la jeune génération » a affirmé, selon un communiqué, Alexandre Bortnikov lors d'une réunion du Comité antiterroriste russe. Ces propos renvoient à ceux la semaine dernière de Vladimir Poutine, qui a accusé les services secrets occidentaux d'être impliqués dans des attaques « terroristes » en Russie. Début mars, un célèbre blogueur militaire russe, Maxime Fomine, connu pour son soutien farouche à l'offensive russe en Ukraine, avait été tué dans un attentat à la bombe dans un café de Saint-Petersbourg.

Des avions de chasse occidentaux livrés à l'Ukraine avant l'été ?
Une décision occidentale sur une éventuelle donation d'avions de combat à l'Ukraine est possible « avant l'été », a estimé mardi le ministre danois de la Défense. Les discussions prennent du temps car les pays doivent agir ensemble, mais une décision reste atteignable « à court terme », a affirmé Troels Lund

Poulsen lors d'une visite en Ukraine. « Le Danemark ne va pas faire ça tout seul », a déclaré le ministre, cité par plusieurs médias danois. « Nous aurons à le faire avec plusieurs pays. Et nous devons aussi avoir un dialogue avec les Américains là-dessus ». La Slovaquie et la Pologne ont commencé à livrer à Kiev fin mars et début avril respectivement des avions de chasse Mig-29 de conception soviétique. Varsovie s'est dit prêt à donner tous ses exemplaires de chasseurs, soit une trentaine. Le Danemark possède une flotte de 43 F-16, dont 30 actifs. Ces avions de conception américaine sont en cours de remplacement par 27 F-35 également américains.

Kiev et Moscou échangent plus de 200 prisonniers de guerre
L'Ukraine et la Russie ont annoncé lundi avoir procédé à un nouvel échange de prisonniers de guerre concernant plus de 100 militaires de chaque côté, le premier échange du genre en plus d'un mois. Le ministère russe de la Défense a rapporté le rapatriement de 106 soldats russes, qui étaient selon lui « en danger de mort » lors de leur détention. Les militaires seront transportés par avion à Moscou pour recevoir des soins mé-

dicaux et une assistance psychologique, a-t-il ajouté. Le chef de l'administration présidentielle ukrainienne, Andrii Iermak, a lui annoncé le retour de 100 militaires en Ukraine. « Ce sont des soldats, des marins, des gardes-frontières et des membres de la Garde nationale », a-t-il indiqué, évoquant un échange « difficile ».

La Turquie inaugure son premier porte-drones

La Turquie a dévoilé lundi son premier porte-aéronefs, le TCG Anadolu, conçu pour faire décoller et atterrir ses drones de combat. « Les drones turcs Bayraktar TB3 et Kizilelma et l'avion de combat léger Hürjet pourront décoller et atterrir sur le navire », s'est félicité le président Recep Tayyip Erdogan. Le TCG Anadolu, long de 231 mètres pour 32 mètres de largeur, est le plus grand navire de guerre turc. Le bâtiment pourra accueillir sur son pont d'envol dix hélicoptères ou onze drones de combat et 19 hélicoptères (ou trente drones de combat) supplémentaires dans son hangar. Le navire, dont la construction a démarré en 2016, peut également transporter jusqu'à 94 véhicules, dont treize chars.

RÉUNION D'URGENCE SUR LA PALESTINE : La communauté internationale appelée à protéger le peuple palestinien

Les participants à la réunion d'urgence tenue lundi en visioconférence, sous la présidence du président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, avec la troïka présidentielle et la commission de Palestine, ont affirmé que les graves développements survenus dans la ville d'Al-Qods et la mosquée Al-Aqsa constituaient une menace pour la sécurité et la stabilité de la région mais un aussi le début d'une guerre de religion, appelant la communauté internationale à rompre son silence en assurant la protection du peuple palestinien.



Les participants à cette réunion convoquée par M. Boughali, en sa qualité de président de l'Union des Assemblées des Etats membres de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), ont condamné la situation dangereuse générée par l'agression sioniste contre la mosquée Al-Aqsa et les fidèles au su et au vu du monde entier. Pour sa part, le Secrétaire général de l'Union des Assemblées des Etats membres de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI), Mohammad Qureshi Niyaz a indiqué que la scène palestinienne connaissait en ce mois béni "des développements sans précédent à travers des incursions dangereuses" menées par les forces de l'armée d'occupation sioniste dans les esplanades d'Al-Aqsa, outre l'arrestation de centaines de personnes et les agressions contre les fidèles au moment où les Palestiniens dans les différentes villes occupées subissent de graves exactions". Au vu de ces développements, M. Qureshi a qualifié l'appel du président de l'APN à la tenue de cette réunion d'urgence d'"occasion précieuse pour réitérer notre condamnation de la grave escalade contre le peuple palestinien et les lieux saints". Il a mis l'accent sur "le devoir de la nation musulmane de s'opposer à cette arrogance (sioniste), d'adopter une position ferme et de renforcer le soutien au peuple palestinien". Le même orateur a souligné que la question palestinienne "est la cause de tous les

musulmans, et qu'il n'y a pas de paix ni de stabilité dans le monde sans sa résolution et sans le recouvrement par le peuple palestinien de ses droits et l'établissement de son Etat indépendant avec Al-Qods comme capitale". De son côté, le représentant de la Palestine a salué la démarche de l'Algérie de convoquer cette réunion en vue de soutenir Al-Qods, saisissant cette occasion pour saluer les personnes mobilisées à la mosquée Al-Aqsa "qui affrontent les forces d'occupation." Il a affirmé que ces attaques quotidiennes ne ciblent pas seulement l'esplanade d'Al-Aqsa et les fidèles, mais également tous les territoires palestiniens occupés au vu et au su de la communauté internationale, en particulier les Etats-Unis et les pays européens, "qui ont choisi le silence et le deux poids deux mesures" quand il s'agit de l'entité sioniste.

Des événements annonciateurs d'une guerre de religion

L'intervenant a estimé que les événements qui frappent Al Qods sont annonciateurs d'une guerre de religion, en ce sens qu'il s'agit d'une agression contre 2 milliards de musulmans à travers le monde entier et de surcroît pendant le mois du Ramadhan, citant les actes de profanation de la mosquée d'Al Aqsa par les forces sionistes et le recours à l'utilisation des armes à l'intérieur de la mosquée. Il a appelé, dans ce sens, au resserrement des rangs et à faire front uni pour défendre la mosquée

et la ville, préconisant l'adoption de mesures pratiques, "le peuple palestinien et ses symboles sacrés ayant besoin du soutien de la Nation musulmane" pour faire face à l'ennemi sioniste. De son côté, le président de la Grande Assemblée nationale de la République Turquie, Mustafa Sentop a condamné l'escalade de l'occupation israélienne contre la mosquée d'Al Aqsa et la ville d'Al Qods et l'agression des fidèles, exhortant la communauté internationale à faire pression sur l'entité sioniste qui a fait fi du droit international et de toutes les chartes internationales. M. Sentop a également dénoncé le silence de la communauté internationale face à ces pratiques "susceptibles de mener à l'échec de la solution des deux Etats". Après avoir condamné la politique des deux poids deux mesures adoptée par la communauté internationale, lui reprochant de ne pas imputer à l'entité sioniste la responsabilité de ce qui se passe dans les territoires palestiniens, le parlementaire turc a souligné que "le sang des Palestiniens et les pertes humaines enregistrées en Palestine étaient la responsabilité de tous". Il a réaffirmé, dans ce sens, la position de son pays qui soutient la cause palestinienne et le droit du peuple palestinien à l'établissement de son Etat indépendant. De son côté, le représentant de l'Etat de Bahreïn a condamné vigoureusement l'agression contre Al Aqsa et Al Qods, esti-

mant que les incursions des éléments de la police de l'occupation dans la mosquée d'Al Aqsa et les agressions contre les fidèles, "sont une provocation envers des millions de musulmans de par le monde et une violation du droit international". Pour le représentant du Bahreïn, la grave situation à Al Qods et Al Aqsa requiert davantage d'actions de mobilisation parlementaire internationale, à travers l'adoption d'initiatives et de positions internationales, en vue de mettre fin aux agressions sionistes, de protéger les fidèles et de mettre un terme à la construction des colonies, étant "une violation des décisions de la légalité internationale et des règles du droit international et une menace pour le processus de paix et aux efforts visant à établir l'Etat palestinien indépendant". De son côté, le représentant des Emirats arabes unies (EAU) a averti que l'escalade dans les violations commises par l'occupation de la mosquée d'Al Aqsa et d'Al Qods et ses agressions contre les fidèles, "menacent les efforts de paix et met la région du Proche-Orient sous tension". Le représentant des EAU s'est dit pleinement convaincu que la fin du conflit ne saurait se réaliser qu'à travers la solution à deux Etats, conformément aux trois fondements constants, à savoir les référant internationaux y afférents, l'initiative de paix arabe et le retour aux frontières du 4 juin 1967.

TUNISIE :

Les élections des conseils locaux et régionaux prévues au plus tard en octobre

Le porte-parole de l'Instance supérieure indépendante pour les élections en Tunisie, Tlili Mnasri, a déclaré, vendredi que les élections des conseils locaux et régionaux devraient se dérouler au plus tard en octobre prochain, a rapporté l'agence de presse TAP. "La priorité, aujourd'hui, est l'organisation des élections du Conseil des régions et des

districts, étant donné que ce conseil constitue la deuxième chambre du parlement et que ses travaux sont complémentaires et étroitement liés à ceux de l'Assemblée des représentants du peuple", a-t-il indiqué. En Tunisie, le parlement est devenu bicaméral, en vertu de la Constitution de 2022. Selon l'article 56 de la nouvelle loi fondamentale, "le peuple

souverain délègue la fonction législative à une assemblée parlementaire appelée "Assemblée des représentants du peuple" et à une deuxième assemblée parlementaire, appelée "Conseil des régions et des districts", composée d'élus locaux. Il a expliqué que certains projets de loi au programme des travaux de l'Assemblée des représentants du peuple,

dont la Loi de Finances et nombre de textes relatifs aux plans de développement local et régional "doivent être approuvés par chacune des deux chambres". Il est donc primordial de "prioriser les élections des conseils locaux" et d'installer au plus vite la deuxième chambre du parlement, a-t-il dit. Les élections municipales se dérouleront plus tard.

TCHAD : Expulsion de l'ambassadeur d'Allemagne

L'ambassadeur d'Allemagne au Tchad déclaré persona non grata pour "attitude discourtoise" a quitté le pays samedi soir, rapportent des médias, dimanche, citant le ministre tchadien des Affaires étrangères Mahamat Saleh Annadif. Vendredi, le gouvernement tchadien avait demandé au diplomate de quitter le pays sous 48 heures, pour "non-respect des usages diplomatiques". "L'ambassadeur de l'Allemagne au Tchad Jan Christian Gordon Kricke a pris le vol Air France samedi soir", a déclaré M. Annadif. Information confirmée par le porte-parole du gouvernement, Aziz Mahamat Saleh. Les autorités n'ont pas précisé officiellement les motifs exacts de cette expulsion, selon les médias.

MALI : La Médiation internationale tente à nouveau de relancer l'accord de paix



La Médiation internationale, dont l'Algérie est cheffe de file, a présenté aux parties maliennes signataires de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger, des propositions "concrètes" visant à relancer la mise en oeuvre de l'accord, a indiqué dimanche un communiqué de la médiation. "Conformément à l'engagement pris lors de sa réunion du 13 mars", la Médiation internationale a présenté vendredi aux parties signataires "des propositions concrètes visant à relancer la mise en oeuvre de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger", a précisé le communiqué. Selon le même document, "la Médiation internationale est convaincue que ces propositions, qui tiennent compte des préoccupations exprimées par les parties lors des différentes consultations menées au Mali et en Algérie, sont de nature à renouer la confiance et à favoriser le rétablissement d'un dialogue constructif, sous l'égide du Comité de suivi de l'accord présidé par l'Algérie". La Médiation internationale "observe avec inquiétude le regain actuel de tension entre les parties signataires". Dans ce contexte, elle lance "un appel pressant aux parties pour qu'elles s'abstiennent de propos et d'actions susceptibles de compromettre les efforts consentis par la médiation en vue du parachèvement du processus de paix, traduits en actes concrets leur attachement proclamé à l'accord, et placent l'intérêt de leur pays et de son peuple au-dessus de toutes autres considérations", a souligné le document. La Médiation internationale réaffirme "son engagement total à continuer à accompagner les parties signataires et le peuple malien dans leur quête d'une paix, d'une stabilité et d'une réconciliation durables, dans le strict respect de l'unité, de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de leur pays", a conclu le communiqué.

CINEMA :

Eva Green porte plainte contre une société de production pour rupture de contrat et se fait traiter de diva

La star devait jouer dans « A Patriot », un projet abandonné. Eva Green est en procès contre la société de production White Lantern (Britannica Ltd).

La star devait jouer dans le film de science-fiction A Patriot, mais le projet a été abandonné en octobre 2019. Ayant signé un contrat « pay or play », qui signifie qu'elle doit être payée peu importe qu'elle joue ou non ni que le film se fasse, elle réclame ses émoluments. Montant de ses honoraires : 1,04 million de dollars. Et ça ne convient visiblement pas à la société de production qui affirme qu'elle « n'a jamais eu l'intention de jouer dans le film ». Pire, elle aurait qualifié des mem-



bres de l'équipe de « connards » et l'un des producteurs de « crétin ».

Tribunal

L'avocat d'Eva Green, Edmund Cullen KC, a plaidé jeudi matin devant la Haute Cour de Londres, comme le relaye Variety.

Selon lui, la société de production tente de faire passer sa cliente pour une « diva » afin de « faire les gros titres et de nuire à sa réputation. » Il confirme que l'actrice était toujours prête quels que soient les changements de dates ou encore de lieux de tournage. « White Lantern (Britannica Ltd) veut ternir le nom d'une actrice qui n'a pas violé de contrat ni manqué un jour de tournage au cours d'une carrière de 20 ans », a-t-il martelé. A suivre.

"EN TANT QUE PÈRE..." :

Eric Dupond-Moretti dévasté, son fils Raphaël en garde à vue après de lourds soupçons...

Le fils d'Eric Dupond-Moretti, Raphaël Dupond-Moretti, vient d'être placé en garde à vue pour des soupçons de violences conjugales, ce vendredi 27 janvier dans la matinée, comme rapporté par BFMTV. Le garde des Sceaux a réagi. Ministre de la Justice, Eric Dupond-Moretti voit son fils avoir des ennuis avec celle-ci. Raphaël Dupond-Moretti, le fils du garde des Sceaux, vient d'être placé en garde à vue pour des soupçons de violences conjugales, nous apprend BFMTV, ce vendredi 27 janvier. Raphaël Dupond-Moretti, le fils du ministre et ancien avocat a été placé en garde à vue ce vendredi matin à la gendarmerie de Courchevel, en Savoie, pour des soupçons de "violences conjugales", a appris BFMTV de source proche du dossier. "En tant que père je suis dévasté, j'ai une pensée pour la victime,

chaque violence quelle qu'elle soit est intolérable", a réagi Eric Dupond-Moretti auprès de nos confrères. Et de continuer : "En tant que ministre je n'ai cessé de lutter contre les violences faites aux femmes et que pour que leur parole soit prise en compte." Celui qui partage sa vie avec l'artiste Isabelle Boulay a ensuite poursuivi : "En tant que citoyen je demande à ce qu'on respecte ma vie familiale. Il appartient désormais à la justice de faire son travail." Eric Dupond-Moretti est le père de deux fils Raphaël et Clément, fruits de ses amours avec sa première épouse, rencontrée lors d'un procès d'assises. "Je l'ai trouvée très belle, j'ai plaidé pour elle", avait-il confié sur cette histoire.

Une histoire d'amour à distance



Depuis désormais quelques années, le ministre d'Emmanuel Macron vit avec la chanteuse canadienne Isabelle Boulay, qui lui a été présentée par des amis communs. Souvent séparés par des milliers de kilomètres, ils prennent plaisir à se retrouver dès que leurs emplois du temps respectifs leur permettent. Chaque

été, il n'est ainsi pas rare de les voir s'offrir quelques rares bains de foule à des occasions artistiques ou culinaires diverses. De son côté, Isabelle Boulay est la maman d'un fils Marcus, avec lequel elle est installée au Québec. Eric Dupond-Moretti et la chanteuse sont pacés.

"JE SUIS EFFONDREE" :

Laura Smet en deuil, immense chagrin de Richard Berry et Sophie Tapie... hommages à Hervé Temime



La fille de Johnny Hallyday et de Nathalie Baye a réagi avec une grande émotion à l'annonce de la mort d'un immense avocat français. La mort de maître Hervé Temime a laissé Laura Smet dans le plus grand chagrin, lui qui l'avait défendue dans un dossier épineux. Immense homme de loi, Hervé Temime est mort à l'âge de 65 ans, a annoncé sa famille lundi 10 avril. Une terrible nouvelle qui a provoqué une vague d'émotion, tant il était reconnu pour son travail de

ténor du barreau et avait travaillé sur des affaires des plus délicates et médiatisées. Star dans son domaine, il avait défendu une foule de personnalités, comme Bernard Tapie, Roman Polanski ou encore Gérard Depardieu qu'il a défendus. Dans son glorieux CV, figure également le nom de la fille de l'icône Johnny Hallyday, Laura Smet, qu'il avait représentée sur le dossier épineux de son héritage. Sa célèbre fille lui a rendu un poignant hommage. Sur le réseau so-

cial, l'actrice Laura Smet, fille de Johnny Hallyday et de Nathalie Baye âgée de 39 ans, a pris sa plus belle plume pour honorer la mémoire de l'avocat Hervé Temime : "Hervé mon cher Hervé. Je suis effondrée, je n'arrive pas à y croire. Toi si fort si brillant. Tu as été avec moi comme un père protecteur. (...) Ce matin je pensais à toi puis on m'appelle pour m'annoncer ta disparition. La fragilité de l'existence..." Elle loue l'humanité d'un homme "rare" qui avait "le don d'aimer les gens et la curiosité de les connaître vraiment". Découvrant son cœur comme "brisé", elle termine par une phrase puissante : "Je t'aime tant." Une publication qui a fait réagir avec émotion son frère aîné David Hallyday notamment, inscrivant un émoji de circonstance. Infatigable avocat, maître Hervé Temime avait défendu Laura Smet dans l'affaire de l'héritage de Johnny Hallyday. Selon lui, c'était la loi française, qui interdit de déshériter ses enfants, qui devait s'appliquer dans ce cas, et non la loi américaine. Les hommages se succèdent, tant la po-

pularité et la renommée de cet homme de loi était grande. Carla Bruni-Sarkozy a republié le post de Laura Smet dans sa story, tandis que Sophie Tapie, la fille de Bernard, a dévoilé une photo en noir et blanc (voir dans notre diaporama) de son défunt père et de l'avocat, avec en légende : "Immense chagrin pour ce grand avocat et ami qui avait rendu son honneur à mon père. J'espère qu'ils sont réunis maintenant." Ancien compagnon de Valérie Lemerrier, Hervé Temime comptait parmi ses nombreux amis le comédien Richard Berry qu'il avait défendu dans le cadre des accusations de sa fille Coline Berry. L'acteur a ainsi réagi à l'annonce de sa disparition. "Grande tristesse d'apprendre la mort de Maître Hervé Temime. Immense avocat, d'une intelligence et d'une humanité sans faille. Un ami. Pensées à sa famille", a écrit Richard Berry sur Instagram avec une grande solennité. Incarnant un ténor du barreau dans Plaidoiries, il y a fort à parier qu'il a su s'inspirer de son ami Hervé Temime pour son rôle.

Jefferson (Mariés au premier regard) agressé et transporté à l'hôpital, son mariage compromis !

Choc à l'issue de l'épisode de "Mariés au premier regard 2023" du 10 avril, sur M6. Les téléspectateurs de M6 ont découvert que quelques jours avant son mariage avec Pedro, Jefferson a été victime d'une agression homophobe. Le jeune homme a été transporté à l'hôpital. Et son état pourrait compromettre son union. Pedro (41 ans) et Jefferson (31 ans), compatibles à 79%, étaient de retour dans Mariés au premier regard 2023, le 10 avril, sur M6. Marqués par des relations amoureuses douloureuses, tous deux espèrent enfin trouver l'amour de leur vie. En attendant de se rencontrer, il était temps d'annoncer leur participation à leurs proches. Jefferson appréhendait beaucoup la réaction de ses parents, dont il est proche. Très stressé, il leur a annoncé qu'il allait se marier à un inconnu. Mais sa maman et son papa l'ont vite rassuré en assurant qu'ils le soutenaient. "Si c'est ton choix. On a qu'une vie. On est plus dans les années 30, on a évolué", a confié son père. Et sa maman d'ajouter que le plus important était que leur fils soit heureux. De son côté Pedro a retrouvé sa maman, qui a souffert de maltraitance durant les dix-sept années de son mariage. L'amour est donc synonyme de souffrance pour elle et le candidat craignait que cela ne réveille des blessures. Il n'était toutefois pas prêt à se lancer pleinement dans cette aventure sans elle. Sous le choc en apprenant la nouvelle, sa mère ne savait que répondre. Malgré ses craintes, elle souhaitait tout de même soutenir son fils. Lors de l'essayage de son smoking, Pedro a avoué : "Je ne me projette pas du tout." Il préférerait attendre le moment venu pour voir ce qu'il allait se passer, par peur d'être déçu. Un comportement qui pourrait être problématique comme l'a confié Gilbert Bou Jaoudé : "Cette carapace peut parfois être utile dans des circonstances où il faut se protéger. Mais là, c'est tout le contraire. Il devrait s'enthousiasmer. Ça peut devenir très problématique pour l'expérience." De son côté, Jefferson lui ne faisait qu'y penser. Des états d'esprits diamétralement opposés.

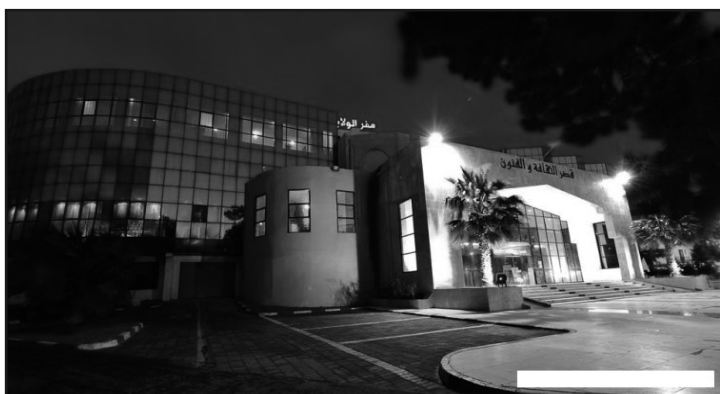
UN ÉVÉNEMENT QUI VA TOUT BOULEVERSER

Face à la réaction de Pedro, Estelle Dossin a souhaité lui faire un coaching. Elle a voulu lui faire comprendre qu'il pouvait passer à côté de moments heureux et d'émotions fortes. Il a promis de faire un travail sur lui-même. Mais un événement est venu tout bouleverser. Quatre jours avant de s'envoler pour Gibraltar, alors qu'il fêtait la fin de son célibat, Jefferson a subi une violente agression homophobe en sortant d'une discothèque gay. Blessé et traumatisé, il a dû être transporté en urgence à l'hôpital. "L'état de Jefferson va malheureusement remettre en question son mariage avec Pedro. Et des décisions difficiles devront être prises", annonce la voix off à dans le teaser du prochain épisode.

SKIKDA: Réception attendue de plusieurs infrastructures culturelles restaurées

Plusieurs infrastructures culturelles, ayant subi des travaux de restauration, seront réceptionnées « prochainement » dans plusieurs communes de la wilaya de Skikda, ont indiqué, lundi, les services de la wilaya.

Selon la même source, il s'agit des infrastructures demeurées longtemps fermées au public, à l'instar de la salle de cinéma « El Alia », (commune de Skikda), le théâtre régional et deux bibliothèques urbaines, à Bouabaz et Msioune-1, dans la même ville. Les services de la wilaya, ont précisé que les travaux de restauration ont atteint un taux d'avancement de 80 pour cent, tandis que l'équipement du théâtre sera réalisé dès la présentation des offres par des entreprises spécialisées dans ce domaine. Les mêmes services ont indiqué que



la wali de Skikda, Mme Houria Meddahi qui a visité le théâtre du centre-ville de Skikda, a instruit les responsables de l'entreprise de wi-

laya des espaces verts, aux fins d'aménager le jardin attenant au bâtiment du théâtre. Mme Meddahi a insisté sur l'intérêt à garder le cachet esthétique et le style du bâtiment, à exploiter les locaux du rez-de-chaussée, pour ouvrir un club et à réactiver les ateliers artistiques du théâtre et à ouvrir l'établissement aux jeunes talents. Les bibliothèques publiques de Bouabaz et Msioune, sur les hauteurs de la ville, doivent être ouvertes aux lecteurs, dans les meilleurs délais, a également insisté la wali de Skikda.

TIZI-OUZOU : Concert riche en sonorités du groupe Amzik

Le public du théâtre régional Kateb Yacine de Tizi-Ouzou (TRTO) a été vendredi au rendez-vous avec le groupe Amzik (Comme avant), pour le 1er concert de sa tournée prévue durant ce mois sacré de Ramadhan, animant une soirée haute en couleurs et en sonorités. Après une première partie assurée par la jeune Céline Lachemot, les cinq mélomanes du groupe, accompagnés par Thannina Cheriet, la fille de l'icône de la chanson kabyle Idir, apparaissent sur scène, à 22h30, sous un tonnerre d'applaudissements d'un public hétéroclite. La standing ovation de la salle, archicombles, figea les artistes pour un long moment avant que les premières sonorités ne fusent pour 2 heures d'enchantement et de fusion entre les artistes et leur public qui les accompagna en chœur durant

presque tout le concert. Puisant dans son répertoire, le groupe interpréta quelques unes de ses chansons avant de céder la scène à Thannina qui interpréta, seule, d'abord, une chanson de son défunt père, "Atas Issevragh" et, ensuite, en duo avec le groupe, "Ay arrach nagh", toujours en hommage à son père. Thannina, qui dit "ressentir une émotion particulière" à chanter pour la première fois à Tizi-Ouzou, après sa prestation avec son père à la coupole du complexe Mohamed Boudiaf en 2018, accompagna le groupe pour d'autres chansons, en hommage au défunt artiste-moudjahid Mhenni Amroun et le défunt chanteur Abdelwahab Abdjaoui. Le groupe qui a installé une bonne ambiance, toute en couleurs et en sonorités dans la salle à travers une quinzaine de

chansons, interpréta une des chansons de son nouvel album, "Thasskurt" (La perdrix) et donna du rythme au public jusqu'à la fin de la soirée. Encouragés par le succès de leur première tournée, l'année passée, le groupe avait eu "naturellement envie de revenir" rencontrer encore son public "dont il fait partie et qui l'inspire" dans son travail, dira, en marge du concert, Noureddine Kati, membre du groupe. "C'est, désormais, un rendez-vous important pour nous et nous reviendrons à chaque fois pour mieux faire", souligna, pour sa part, Karim Belkadi, l'autre membre du groupe. Après une nouvelle prestation samedi au même lieu, le groupe sera en concert dimanche à Akbou (Béjaïa), lundi à la Salle Atlas à Alger et mercredi à Fréha (Tizi-Ouzou).

ARCHÉOLOGIE : Le Pérou interrompt une vente aux enchères de pièces archéologiques au Canada

Le Pérou a interrompu une vente aux enchères en ligne organisée par une entreprise canadienne qui proposait vingt pièces archéologiques de la culture préhispanique Chancay, a annoncé samedi le ministère des Affaires étrangères. "L'ambassade du Pérou au Canada et le Consulat général à Toronto, dans le cadre d'une action conjointe, ont mis fin à une vente aux enchères virtuelle de vingt biens culturels préhispaniques de style Chancay qui font partie du patrimoine culturel du Pérou", précise le communiqué. "La société canadienne de vente aux enchères Waddington's, dont le siège se trouve à Toronto, proposait sur son site internet +The Saleroom+, des pièces qui

ont été identifiées par le ministère de la Culture", ajoute le ministère. Parmi les objets proposés à la vente figurait un collier en graines. Le ministère des Affaires étrangères a indiqué prendre les mesures nécessaires pour que ces pièces soient restituées au Pérou. La civilisation Chancay s'est développée dans les vallées de Fortaleza, Pativilca, Supe, Huaura, Chancay, Chillón, Rimac y Lurin, sur la côte centrale du Pérou, entre 1200 et 1470. Le Pérou et le Canada sont signataires de la Convention de l'Unesco, signée à Paris en 1970, qui promeut la lutte contre le trafic illégal de biens culturels dans le monde.



OUARGLA: Réouverture de la salle « Sedrata » à la satisfaction du public

La salle « Sedrata » de la ville d'Ouargla a été rouverte début ramadhan, au grand bonheur du public et des hommes de lettres et d'arts après avoir fait peau neuve, a indiqué la direction de la culture et des arts de la wilaya. Cet édifice culturel avait bénéficié, à la faveur d'un montant d'investissement de 80 Millions DA, d'une vaste opération de restauration, réhabilitation et d'équipement,

peinture, ravalement des façades, installation des sièges, de l'éclairage, en plus de l'aménagement des bureaux d'administration, a expliqué le directeur du secteur, Mokhtar Kermida. La réouverture de cette structure, localisée au cœur de la ville d'Ouargla, vient à point nommé alléger la pression et les activités sur d'autres établissements, dont la maison de la culture « Moufdi Zakaria » et la biblio-

thèque principale de la lecture publique « Moudjahid Mohamed Tidjani », a indiqué M. Kermida. De nombreux hommes de lettres et de culture se sont félicités de la réouverture de cette structure à la satisfaction du public et du secteur après une léthargie de plusieurs années. La réouverture de la salle « Sedrata » en ce mois de ramadhan a été marquée par l'organisation d'une série d'activités, dont

des veillées de Madih, chants religieux, animées par des troupes locales, dont les troupes de « Anadiles », « Tala-Art », « Rihab El-Albab » de la région de Chott. De même, cette soirée a donné lieu également à l'animation des spectacles et d'humour très appréciée par le public, tous âges confondus, qui s'est, par l'occasion, félicité de la redynamisation de cet édifice culturel.

THÉÂTRE DE TIZI-OUZOU : Programmation de spectacles pour enfants hospitalisés

Une série de spectacles pour enfants hospitalisés dans certaines structures de santé sera organisée dès cette fin de semaine par le théâtre régional Kateb Yacine de Tizi-Ouzou (TRTO), a-t-on appris mardi de la direction de cette institution culturelle. Des spectacles de magiciens et clowns sont programmés pour des enfants malades hospitalisés, en collaboration avec, entre autres, le Croissant rouge algérien (CRA), la Ligue des activités de plein air, de loisirs et d'échanges de jeunesse (LAPALEJ) ainsi que la direction du Centre hospitalo-universitaire (CHU) Nedir-Mohamed, a souligné le directeur du TRTO, Hocine Heddou, dans une déclaration à l'APS. "Nous voulons par ces spectacles apporter un peu de baume aux cœurs et de la joie aux visages de ces enfants malades, pour essayer d'alléger un tant soit peu, leur souffrance, en ce mois sacré de ramadan qu'ils passent loin de leurs familles", a-t-il dit. Les deux premiers spectacles seront organisés dans la soirée de jeudi à l'Etablissement public hospitalier (EPH) de Larbaa N'Ath Irathen et à la pouponnière de Boukhalfa, en collaboration, respectivement, avec le CRA et la LAPALEJ. Le 3e spectacle est prévu dimanche soir au CHU Nedir Mohamed, en collaboration avec la direction de cet établissement hospitalier. Par ailleurs, et poursuivant son programme d'animation culturelle, pour enfants et adultes, en ce mois de ramadan, le TRTO organise, aussi, une série de spectacles au centre culturel Matoub-Lounès de Ain El Hammam, au Sud-est de la wilaya. Il s'agit de trois spectacles pour enfants et de deux représentations pour adultes qui se dérouleront à partir de 22h et s'étaleront jusqu'au vendredi prochain. "Un programme qui touchera d'autres régions de la wilaya, Azazga, Tizi-Ghennif, Iferrhoune est également élaboré pour permettre aux populations de ces localités de profiter des soirées culturelles", a ajouté Heddou. Depuis le début du mois de ramadan, un riche programme de spectacles a été concocté par le théâtre régional pour égayer les soirées des citoyens, dont, entre autres, des concerts de chants avec le groupe Amzik et Tannina, la fille de l'icône de la chanson kabyle décédée, Idir.

KHENCHELA : 5 opérations de fouille illicite sur des sites archéologiques recensées en 2023

La direction de la culture et des arts de la wilaya de Khenchela a recensé depuis début 2023 cinq (5) opérations de fouille illicite sur des sites archéologiques, a déclaré le directeur local du secteur. Le service du patrimoine culturel de cette direction a effectué, sur la base de signalement par les services de sécurité et des acteurs de la société civile, des inspections sur cinq sites archéologiques ayant fait l'objet d'opérations de fouille illicite qui ont endommagé certains éléments archéologiques, a précisé à l'APS, M. Mohamed El-Allouani. Les sites concernés sont ceux du village Naânouâ et Henchir Djemaâ dans la commune de Tamza, Henchir Tebrouni dans la commune d'El Mehmel, le village Zaouïa à Chechar et Chetaya à El Mehmel, a-t-il déclaré. L'opération de fouille illicite menée sur le site archéologie du village Zaouïa dans la commune de Chechar, remontant à la période romaine, a été marquée par l'arrestation par les services de sécurité du groupe de personnes impliquées différées devant la justice dans une affaire où la direction de wilaya de la culture s'est constituée partie civile, a relevé le même responsable. Le directeur du secteur a assuré qu'en coordination avec les autorités sécuritaires locales, les présidents des APC des communes de Tamza, El Mehmel et Chechar, les mesures nécessaires ont été prises pour protéger les sites en question et éviter le renouvellement de pareils actes. La même source a indiqué qu'à l'occasion du mois du patrimoine (18 avril-18 mai), des journées seront organisées en association avec la société civile pour sensibiliser les citoyens à l'importance de la sauvegarde des sites archéologiques et du signalement des fouilles illicites.

LIGUE 1 : La JSK accuse l'arbitrage et se dit « victime de conflits qui la dépassent »

Dans un récent communiqué de presse, la Jeunesse Sportive de Kabylie s'est attaquée à des « parties occultes » qui serait en train de s'acharner sur le club le plus titré d'Algérie.

La formation kabyle s'est inclinée, ce dimanche 9 avril 2023, face à un concurrent direct pour le maintien, le Paradou AC (1-0). Privée d'un penalty, qui ne laisse très peu de place au doute, la JS Kabylie a dénoncé l'arbitrage dans un long communiqué publié sur ses réseaux sociaux.

La direction kabyle s'est d'abord attaquée à l'arbitrage qu'elle subit depuis quelques semaines. « Faut-il rappeler que c'est le quatrième pénalty (limpide) de suite non comptabilisé au profit de la JSK après ceux des rencontres face à l'ASO, CSC, et



HBCL : l'arbitrage de nos matchs est un carnage ! », a indiqué le club. Les Jaune et Vert ont ensuite évoqué des « pratiques extrasportives » menées contre la formation du Djurdjura. « Le club est en train de subir une alliance de parties occultes qui s'acharment lâchement sur la JSK à chaque journée de compétition. Le club est la victime expiatoire de conflits qui la dépassent. En effet, un cercle voulant régler ses comptes avec des responsables du football algérien, use actuellement de la JSK comme dommage collatéral dans son sinistre plan ».

JSK :

L'entraîneur Hamdi sacrifié

Battue par la plus petite des marges par le Paradou AC, son concurrent direct au maintien, la JS Kabylie voit son horizon s'assombrir quelque peu et la menace d'une relégation est désormais une triste réalité. Partis pour arracher les trois points de la victoire, les hommes de Hamdi sont revenus bredouille de Dar-El-Beida. Dans un match à enjeu capital où la défaite leur était interdite, les Kabyles ont une nouvelle fois échoué dans leur quête des trois points. Trois points qui valent leur pesant d'or dont a profité leur adversaire pour prendre ses distances vis-à-vis d'eux. Comme à chacune de leurs dernières sorties, joueurs et dirigeants de la formation kabyle n'ont pas manqué de fustiger l'arbitre Gamouh, lui reprochant de les priver d'un penalty à la 48' qui, pour eux, aurait été le tournant du match mais aussi de siffler des fautes qu'ils qualifient d'improbables. Mais un peu d'honnêteté intellectuelle les aurait poussés à n'en vouloir qu'à leurs joueurs et au dispositif tactique mis en place. Tant avant cette fameuse 48ème minute, les camarades d'Oukaci n'ont pas mon-



tré grand-chose. Ils avaient toute une mi-temps pour prendre la mesure de cette équipe du PAC. Pis encore, alors que d'aucuns pensaient que le penalty arrêté par leur portier Medjadel allait être ce déclic et ce fouet en donnant une nouvelle impulsion au jeu pour prendre la mesure de leur adversaire, il n'en sera rien. Et dire qu'ils étaient soutenus par un millier de fans repartis très attristés par cette nouvelle défaite.

LIGUE 1 MOBILIS :

L'USMA écope d'un match à huis clos



L'USM Alger a écopé d'un match à huis clos pour « utilisation de fumigènes », a annoncé le club pensionnaire de la Ligue 1 Mobilis de football lundi dans un communiqué. «

Nous informons notre public que la commission de discipline, réunie ce lundi à 11h00, a décidé d'infliger un match à huis clos au club pour utilisation de fumigènes lors du précédent match en déplacement face à l'ES Sétif (défaite 1-0) », a indiqué le club sur sa page officielle Facebook. La direction du club a appelé les supporters à ne pas acheter, via la plateforme « Tadjirati », les billets pour le prochain match prévu mercredi à domicile face à l'USM Khenchela (22h30), comptant pour la mise à jour de la 17e journée. « Les supporters qui ont déjà acquis leurs billets seront remboursés dans les trois prochains jours », conclut le communiqué. L'USMA pointe à la 8e place au tableau avec 29 points, à six longueurs de retard sur le podium. Les « Rouge et Noir » comptent quatre matchs en retard.

FOOTBALL FÉMININ :

Large victoire de l'Algérie devant la Tanzanie en amical

Pour le compte de son premier match amical international, la sélection nationale féminine a affiché une nette suprématie, dimanche, face à son homologue tanzanienne qu'elle a écartée (4-0) au stade Nelson-Mandela de Baraki (Alger).

Les Algériennes ont inscrit deux buts par mi-temps et ont laissé une bonne impression auprès du staff technique, à sa tête le sélectionneur national, Farid Benstiti, qui a pris note du rendement de son équipe, de la prestation des joueuses sur le double plan individuel et collectif. Profitant de ce stage et de la présence de la sélection tanzanienne à Alger, la sélection nationale algérienne des U20 devait affronter son homologue tanzanienne hier sur le terrain annexe du stade Nelson Mandela de Baraki. Une seconde rencontre amicale



entre les sélections A des deux pays est prévue avant la fin de leur regroupement respectif.

Ces matchs amicaux vont permettre à Farid Benstiti de poursuivre sa revue d'effectif et évaluer le maximum d'éléments susceptibles de composer le noyau de la sélection nationale pour les

mois à venir. L'équipe féminine est restée en hibernation pendant une année, après avoir échoué à se qualifier pour la Coupe d'Afrique des nations CAN-2022. En février 2022, la sélection algérienne avait été éliminée au dernier tour des qualifications de la CAN-2022 par l'Afrique du Sud.

FRANCE :

Boudaoui a dépassé la barre des 100 matchs avec Nice



Le milieu de terrain algérien de l'OGC Nice, Hicham Boudaoui, a atteint la barre symbolique des 100 matchs disputés sous les couleurs de la formation française. Depuis son arrivée chez les Aiglons, le natif de Béchar e eu une belle progression qui a attiré les regards de nombreux clubs européens. Homme fort de l'effectif, il a été prolongé en janvier dernier jusqu'en juin 2027. Comme c'est de coutume avec les joueurs ayant atteint les 100 matchs avec l'équipe, Hicham Boudaoui sera honoré lors de la prochaine rencontre à domicile des Niçois, le jeudi 20 avril 2023, pour la réception du club suisse de Bâle en quarts de finale de la Ligue Europa Conférence.

BENCHIKHA (USMA) :

« Notre objectif est le podium »

Après la défaite des siens sur la pelouse de l'ES Sétif (1-0), ce week-end, l'entraîneur de l'USM Alger, Abdelhak Benchikha, a rappelé le principal objectif de son équipe en cette fin de saison. « Il nous faut jouer le podium, nous n'avons pas d'autre choix, a-t-il confié. C'est notre objectif principal. Il faut atteindre ce palier pour jouer la Coupe de la CAF ou bien la Ligue des Champions africaine. C'est l'objectif qu'on s'est fixé à l'ES Sétif. » Abdelhak Benchikha a enchaîné : « Une équipe professionnelle doit pouvoir jouer un match tous les trois ou quatre jours. C'est à nous de savoir gérer notre calendrier. Il faudra aussi savoir composer avec notre effectif à chaque rencontre avec un turnover. »

BOXE (POIDS COQ) :

Takuma Inoue récupère une des ceintures mondiales abandonnées par son frère

Le boxeur japonais Takuma Inoue s'est emparé du titre de champion du monde WBA des poids coqs, laissé vacant par son frère aîné Naoya, en battant le Vénézuélien Liborio Solis par décision unanime des juges samedi à Tokyo. Naoya "Le Monstre" Inoue avait réuni les quatre titres mondiaux en décembre dernier, une première dans cette catégorie depuis 1972. Il a rendu ses quatre ceintures le mois suivant en décidant de monter dans la catégorie supérieure des poids super-coqs. Sous le regard de son frère aîné, présent au bord du ring, Takuma, 27 ans, ouvert au-dessus de l'oeil gauche par un coup de coude involontaire de Solis au 5e round, a signé en douze reprises face au vétéran vénézuélien (41 ans) sa 18e victoire en 19 combats professionnels, dont quatre avant la limite. Naoya Inoue, 29 ans et qui présente un bilan de 24 victoires en 24 combats (21 avant la limite), tentera lui de conquérir les titres mondiaux WBC et WBO des super-coqs en juillet face au champion du monde américain Stephen Fulton.

أخبار وطنية

روبرتاجات

تحقيقات

حوارات

تسالي...

EL-DIWAN
اليومية وطنية متخصصة ثقافية
ديوان



Le gouverneur du Texas prêt à gracier un homme condamné pour le meurtre d'un manifestant antiraciste

Après cette annonce du républicain Greg Abbott, l'élue locale démocrate Sarah Eckhardt a dénoncé une "attaque effarante et dangereuse de l'Etat de droit", rapporte le quotidien Texas Tribune. Dans un geste rare, le gouverneur républicain du Texas s'est dit prêt à gracier un chauffeur Uber condamné ce vendredi pour avoir tué un manifestant lors des grandes mobilisations contre le racisme et les violences policières de 2020.

MAYOTTE :

Un lycée pris d'assaut par une trentaine d'individus armés et cagoulés

Le lycée du Nord, à Mayotte, a été le théâtre d'un déchaînement de violence une trentaine d'individus armés et cagoulés. Portail détruit, intrusion dans les salles de classes, menaces de mort... Le lycée du Nord, à Mayotte, a été pris d'assaut par une trentaine de jeune cagoulés et armés, rapporte Mayotte La 1ère.

IRAN:

Libération du fils de l'ex-président Rafsandsjani détenu depuis 2015

Mehdi Hachémi, l'un des fils de l'ex-président iranien Akbar Hachémi Rafsandsjani, a été libéré de prison après plus de sept ans d'incarcération, a annoncé mercredi 18 janvier un média local. Aujourd'hui âgé de 53 ans, il a été incarcéré le 9 août 2015 après avoir été condamné pour «escroquerie, détournement de fonds et fraude»

BIRMANIE:

des dizaines de morts dans une attaque aérienne attribuée à la junte

Des dizaines de personnes ont été tuées ce mardi dans une attaque aérienne attribuée à l'armée birmane, dans le centre du pays en proie à un violent conflit civil, ont indiqué des médias locaux et un témoin interrogé par l'AFP. Le service birman de la BBC, The Irrawaddy et Radio Free Asia ont rapporté des frappes aériennes contre le village de Pazi Gyi, dans le district de Kantbalu, au nord de Mandalay. Selon eux, au moins cinquante personnes auraient été tuées, mais le bilan pourrait s'élever à 100 morts selon un secouriste d'un groupe rebelle armé.

ÉTHIOPIE :

Deux employés humanitaires tués, dans une région en proie à des troubles

L'organisation humanitaire Catholic Relief Services (CRS) a annoncé mardi 11 avril la mort de deux humanitaires par balles au cours du week-end en Amhara, région au nord de l'Éthiopie, en proie à des troubles depuis plusieurs jours. Des manifestations et blocages de routes en Amhara sont rapportés depuis jeudi, après que le gouvernement fédéral a entamé le processus de désarmement et de réaffectation dans l'armée fédérale ou la police de membres d'unités militaires sous autorité régionale.

NIGERIA :

15 morts dans une collision entre un bus et un camion

At moins quinze personnes ont été tuées samedi lorsqu'un bus et un camion sont entrés en collision frontale sur une autoroute très fréquentée dans le sud du Nigeria, a annoncé dimanche la police des transports locale. Bisi Kazeem, porte-parole national du Corps fédéral de la sécurité routière, a annoncé dans un communiqué que l'accident s'était produit sur l'autoroute Enugu-Port Harcourt vers 20H20 heure locale. "Les victimes ont été enterrées en masse. Toutes les obstructions ont été dégagées. Le service des pompiers de l'Etat d'Enugu a déjà éteint l'incendie dans le bus. L'accident mortel est imputable à plusieurs facteurs, dont la fatigue, qui a dû amener l'un des conducteurs à s'endormir au volant", a-t-il indiqué. Confirmant l'absence de survivants à bord des deux véhicules, M. Kazeem a demandé aux automobilistes de s'abstenir de faire des trajets nocturnes pour réduire les décès



liés aux accidents de la route. Le Nigeria connaît de fréquents accidents de la route mortels, qui sont principalement causés par le mauvais état des routes et les conduites imprudentes.

KHENCHELA :

Saisie de plus de 5500 unités psychotropes et 2 plaquettes de kif traité



Les éléments de la brigade de recherche et d'intervention (BRI) des services de la police judiciaire de la sûreté de wilaya de Khenchela ont saisi 5.513 unités psychotropes, deux plaquettes de kif traité et arrêté deux individus suspects, a-t-on indiqué dimanche auprès de ce corps consti-

tué. Cette affaire, a-t-on précisé, a fait l'objet d'une enquête par les agents de la BRI suite à des informations qui leur sont parvenues faisant état qu'un suspect était sur le point de transporter et de vendre une quantité de psychotropes dans le territoire de la wilaya de Khenchela. Une souricière a été dressée ayant permis d'arrêter le mis en cause en sa possession 5.495 capsules de psychotropes de fabrication étrangère, 18 comprimés psychotropes, deux plaquettes de kif traité, une bombe lacrymogène, une somme de 220 mille dinars, produit de la vente de la marchandise prohibée, et un téléphone portable, a-t-on ajouté de source sécuritaire. Après l'achèvement de l'enquête, un dossier pénal a été dressé à l'encontre du suspect pour "possession illégale de médicaments psychotropes", puis présenté devant le procureur de la République, a-t-on précisé.

PAKISTAN :

Quatre policiers tués dans une fusillade avec des islamistes

Quatre policiers ont été tués mardi 11 avril dans une fusillade avec des combattants islamistes dans le sud-ouest du Pakistan. Un attentat à la bombe avait déjà fait quatre morts la veille, a-t-on appris auprès de la police locale. Des hommes armés, identifiés par la police comme appartenant au Tehrik-e-Taliban Pakistan (TTP), les talibans pakistanais, ont ouvert le feu un peu avant l'aube sur des policiers à Kuchlak, à une dizaine de kilomètres au nord de Quetta, capitale de la province du Baloutchistan. «Les militants ont ouvert le feu sur un groupe de policiers depuis un bâtiment, en tuant quatre», a déclaré à l'AFP un haut responsable local de la police, Muhammad Zohaib. «Un terroriste a aussi été tué dans les échanges de coups de feu, et les autres se



sont échappés», a-t-il ajouté. Un responsable du contre-terrorisme, Aitzaz Goraya, a indiqué que ceux-ci appartenaient au TTP, un groupe distinct des talibans afghans mais mû par une même idéologie islamiste.

TCHAD :

Expulsion de l'ambassadeur d'Allemagne

L'ambassadeur d'Allemagne au Tchad déclaré persona non grata pour "attitude discourtoise" a quitté le pays samedi soir, rapportent des médias, dimanche, citant le ministre tchadien des Affaires étrangères Mahamat Saleh Annadif. Vendredi, le gouvernement tchadien avait demandé au diplomate de quitter le pays sous 48 heures, pour "non-respect des

usages diplomatiques". "L'ambassadeur de l'Allemagne au Tchad Jan Christian Gordon Kricke a pris le vol Air France samedi soir", a déclaré M. Annadif. Information confirmée par le porte-parole du gouvernement, Aziz Mahamat Saleh. Les autorités n'ont pas précisé officiellement les motifs exacts de cette expulsion, selon les médias.

ETATS-UNIS :

Une alpiniste se tue en sauvant une autre lors de la chute d'un bloc de glace

La victime de 41 ans a poussé sa partenaire hors de la trajectoire du bloc mais a été elle-même écrasée. Une femme de 41 ans a perdu la vie lors de l'escalade d'une cascade gelée ce dimanche dans l'Utah (Etats-Unis). L'incident s'est déroulé alors qu'elle venait en aide à sa partenaire, une femme de 21 ans, qui se trouvait en difficulté, indique The Guardian. « Malheureusement, l'alpiniste qui a poussé sa camarade hors de la glace qui s'écroulait s'est retrouvée coincée en dessous de deux gros blocs de glace et n'a pas survécu »

Un jeune Palestinien tué après une opération militaire israélienne

Deux Palestiniens ont été blessés lors d'une opération militaire israélienne dans le camp de réfugiés d'Aqabat Jaber, près de Jéricho en Cisjordanie occupée, selon le ministère de la Santé palestinien. Le ministère palestinien a annoncé plus tard la mort de Mohamed Fayez Balhan, 15 ans, «tué par des balles réelles de l'occupation» après avoir été touché à la tête et à la poitrine, selon un communiqué.

Deux morts dans une attaque des talibans contre l'État islamique en Afghanistan

Au moins deux miliciens de l'État islamique ont été tués et un troisième arrêté lors d'une opération menée par les forces talibanes dans la province afghane de Nimroz. L'opération militaire a été menée dans la ville de Zaranj, selon la chaîne de télévision afghane Tolo News. Les voisins de la région ont fait état de tirs nourris et d'explosions pendant plus d'une heure.

OUGANDA :

Un séisme de magnitude 4,9 secoue le sud-ouest

Un séisme de magnitude 4,9 a frappé lundi le sud-ouest de l'Ouganda, a indiqué l'Institut américain d'études géologiques. La secousse, survenue à 20H20 heure locale (GMT+2), s'est déclenchée sur une profondeur de 16,1 sous la surface de la Terre et a été ressentie par les habitants des régions orientales de la République démocratique du Congo (RDC). L'épicentre du séisme s'est situé au niveau du Lac Edward à la frontière avec la RDC, à 41 km au nord de la ville de Kihhihi, a précisé la même source. Les autorités ougandaises n'ont, jusqu'à présent, pas fait état de victimes ou de blessés suite à ce tremblement de terre.